LE COMMUNISTE

~ organe central en français du Groupe Communiste Internationaliste ~

DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

" Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe, qu'en se constituant lui - même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes. "

- Marx -

TRIMESTRIEL N° 26
FEVRIER 1988

CORRESPONDANCE: B.P. 54
BXL 31
BRUXELLES

50 F.B.
7 F.F.
4 F.S.

Sommaire

- EN GUISE D'EDITORIAL p.3
- LES PRETENDUES SCISSIONS DANS LE GCI p.24
- CONTRE LE TERRORISME D'ETAT, DE TOUS LES ETATS EXISTANTS p.28
- NOUS SOULIGNONS p.38
- Cisjordanie,..., en réponse à la lutte des prolétaires, CE QUE PREPARE LA BOURGEOISIE (une fois de plus): LE MASSACRE! p.40
- Une fois de plus... LE CCI DU COTE DES FLICS, CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES! p.49
- PERLES DE LA BOURGEOISIE p.54
- MEMOIRE OUVRIERE: "POUR LES FUNERAILLES DES VICTIMES DU DIANA" - (BILAN) p.55

AVERTISSEMENT

Nous tenons à remercier Madame B. Vandomme qui, en tant qu'"éditeur responsable", nous permet de publier et de diffuser régulièrement et légalement notre presse. Nous tenons cependant à préciser que cette personne n'est pas politiquement responsable du contenu des articles et positions défendues dans notre presse. D'autre part, si nos articles ne sont pas signés individuellement, cela signifie --contrairement au vedettariat bourgeois-- que leur responsabilité et leur production est le résultat d'un travail collectif ou, mieux dit, l'expression d'une classe qui vit, qui lutte pour détruire sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation.

- La rédaction -

▷ ▷ ▷ ▷ ▷ ADRESSES CENTRALES ◁ ◁ ◁ ◁ ◁

B.P. 54
1060 BRUXELLES 31
BELGIQUE

G.C.I. c/o L'HERBE ROUGE
1 bis RUE D'ALESIA
75014 - FRANCE

△

APARTADO DE CORREOS 61.058
MADRID - CHAMARTIN
ESPAGNE

En guise d'

EDITORIAL

I INTRODUCTION : Transformer nos faiblesses en forces !

Nous voulons, par cet éditorial, faire un premier pas dans la définition de la fin d'une étape et du début d'une autre. Contrairement à la politique des "bons voeux" qui consiste à effacer le passé et "repartir à zéro", tout notre effort tend aujourd'hui à synthétiser, sous forme de leçons, de conclusions politiques, les huit années d'existence du groupe. Une organisation communiste n'est pas une petite société communiste en pleine société capitaliste. Une organisation communiste n'est pas non plus un oasis de perfection même si se cristallise en son sein l'avant-garde réelle du proplétariat. Un groupe communiste est une expression de la contradiction réelle qui fait avancer le prolétariat en lui permettant d'aller de l'avant, de ruptures en ruptures (la lutte communiste est une constante de négations, ruptures, dépassements ...) mais il est clair qu'il y a et qu'il y aura toujours différentes expressions ou matérialisations de la non-rupture avec la société présente. Le matérialisme vulgaire ou l'idéalisme, en général combinés, sont des déviations constantes, existant dans toutes les organisations communistes, depuis les premières tentatives de lutte contre le capital et l'Etat. Des expressions de ce type de déviations peuvent se manifester dans les différentes gammes d'action révolutionnaire et notamment dans les publications. Pour lutter contre cela, notre groupe ne voit que l'autocritique permanente, l'attention plus grande à toutes les critiques qui viennent des différents contacts, correspondants ou prolétaires en général, et la centralisation de l'ensemble de cette critique par la polémique interne que nous avons toujours menée. C'est la permanence de cette critique qui nous permet d'avancer, cette critique étant assumée par l'ensemble des militants et centralisée par une série de mécanismes organisationnels.

Il y a quelques temps, notre groupe a annoncé dans sa presse, la critique d'articles tels que "Pour un front de classe" paru dans Le Communiste n°3 et "La nature catastrophique du capital" dans Le Communiste n°7. Cette critique a matérialisé pour le groupe un niveau certain de clarification qui a permis d'approfondir la rupture d'avec l'économie politique et la politique de la gauche social-démocrate. Tout cela s'est concrétisé dans la rupture/exclusion de certains camarades appelés à constituer ultérieurement un regroupement sans perspective (la Fraction Communiste Internationaliste). Dans la dernière phase vécue par le GCI, cette même tendance, caractérisée par l'idéalisme

et le dualisme propre à la social-démocratie, a refait son apparition et s'est manifestée par différentes pratiques et expressions qui ont mené à une phase ultime de clarification aboutissant, elle aussi, a des exclusions.

La déviation centrale de l'article "Pour un front de classe" était de voir, avant toute chose, dans le prolétariat, l'hétérogénéité, mettant au second plan la communauté d'intérêts, de perspectives, de projet social, de programme, au détriment des déterminations essentielles de ce qu'est une classe. Cette même déviation se retrouve chez les principaux porteurs de la ligne idéaliste contre laquelle nous avons dû récemment lutter, mais ceci n'est évidemment qu'un exemple. Nous reviendrons plus loin, dans ce même article, sur un ensemble de caractéristiques propres à ces deux expressions de l'idéalisme. Toujours est-il que cette ligne idéaliste a été exprimée dans différents articles de nos revues et même certains textes globalement corrects qui orientent notre activité sont imprégnés d'expressions qui reflètent la pénétration d'une conception idéaliste. Il en va ainsi du texte "Les tâches des communistes" paru dans Le Communiste n°21 où il est notamment écrit : "Et encore une fois, quitte à faire rugir les nouveaux philosophes de l'ultra-gauche démocratique, ce qui différencie prolétariat et bourgeoisie, c'est justement la volonté (sic !) de lutter contre l' aliénation et toute la merde capitaliste" (P. 5). Cette même déviation s'exprime encore dans Le Communiste n°25, cf. l'autocritique développée ci-dessous. De même, la brochure "Barcelone-Mai '37" que nous avons publiée en commun avec RAIA, comporte de gros problèmes, toujours en relation à cette ligne idéaliste que nous critiquons. Ici aussi, le parti est présenté comme un être extérieur et étranger aux prolétaires : le "manque" de parti n'est pas exprimé comme la faiblesse d'un rapport de forces mondial, pas plus que comme la faiblesse du niveau de préparation et de centralisation des luttes, mais comme l'absence immédiate d'une organisation "Zorro" détentrice des leçons à donner aux prolétaires. On gomme ainsi la conception internationaliste ("Bilan" était une expression de parti et elle ne se trouvait pourtant pas en Espagne à cette période !) et historique du parti. Tout comme Marx, lorsqu'il traite sur le vif de la Commune de Paris, nous reconnaissons d'abord et avant tout dans les insurrections de notre classe, l'expression de la lutte historique de notre parti !

> "Quoi qu'il en soit, l'insurrection parisienne, même si elle vient à être réduite par les loups, les cochons et les chiens de la vieille société, est le plus glorieux exploit de notre parti depuis l'insurrection parisienne de juin."
>
> Marx à Kugelmann - 12/4/1871

Ces quelques exemples ne sont nullement limitatifs. Notre groupe a lutté et luttera de façon permanente, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation, contre les multiples expressions de cette ligne idéaliste qui pourrit l'ensemble du mouvement ouvrier. Contre ceux qui confondent le drapeau avec le mouvement, qui croient et affirment le Parti historique non pas comme le parti dans l'histoire mais comme un certain idéal à atteindre, qui pensent que la transformation du monde dépend principalement de notre activité volontaire et s'activent à la création de n'importe quel comité sous n'importe quel prétexte; contre ceux qui théorisent l'abolition de la famille en pleine société capitaliste, qui identifient le matérialisme dialectique à une méthode de connaissance, qui croient que le communisme se développe immédiatement des contradictions de la société capitaliste, qui définissent le prolétariat non pas par sa pratique réelle de classe exploitée et révolutionnaire mais par ce qu'ils voudraient qu'il soit : uniquement révolutionnaire; contre ceux qui voient l'action organisée des communistes comme une action d'incitation, d'excitation, de **création** (!) du mouvement plutôt qu'une action de direction d'un mouvement qui surgit spontanément de la putréfaction de la société existante; contre ceux qui confondent l'organisation communiste avec un bureau de penseurs, qui identifient les concepts à la réalité, qui identifient le programme communiste à la Conscience ou à l'Idéal; bref, contre l'ensemble de ces déviations

typiques de l'idéalisme pur, nous affirmons le matérialisme pratique, le matérialisme communiste (1). L'idéalisme explique toujours l'histoire à partir de l'individu, de sa volonté et de ses idées; le matérialisme historique explique comment ce sont les conditions sociales matérielles qui produisent l'individu, sa volonté et ses idées. L'idéologie elle-même est toujours une pratique, un moment de la pratique. L'idéologie **est** matière ! En tant que matérialistes, nous partons donc toujours, non pas des idées qu'on se fait sur le monde, mais de la vie sociale, de l'arc historique qui part des communautés primitives et aboutit au communisme intégral; bref, de la vie réelle !

Mais comme nous l'avons dit plus haut, une organisation communiste n'est jamais complètement perméable à ce type de déviation propre au monde de la Raison qu'impose la bourgeoisie et il est tout aussi inutile de chercher les garanties pour que de telles déviations ne s'expriment plus au sein d'organisations révolutionnaires, dans les mécanismes organisationnels que dans la pureté de la Pensée. La critique et l'autocritique sont donc, comme on peut le voir, des moments importants de notre activité et nous n'avons trouvé à ce jour, d'autres "garanties" pour le développement de notre lutte. L'histoire de la lutte de notre classe est parsemée d'erreurs, de tâtonnements, de reculs ... Transformer ces faiblesses en forces, a été, depuis toujours, la pratique invariante des éléments les plus décidés du Parti; telle est aujourd'hui notre pratique et notre ligne directive.

(1) "En réalité, pour le matérialiste pratique, c'est-à-dire pour le communiste, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état de choses qu'il a trouvé."
Marx - L'idéologie allemande

Il nous semble indispensable de souligner ici, les mêmes expressions que Marx a utilisées contre la plus subtile et la plus développée des expressions de l'idéalisme : le "matérialisme" humaniste des jeunes hégéliens. Il constitue encore aujourd'hui l'expression philosophique la plus développée --que ses expressions actuelles en soient ou non conscientes-- de l'apologie de l'Homme (avec un grand H !) et de l'individu, de Feuerbach à Stirner.

II CONTRE L'IDEALISME

Le milieu des années '60 avait vu le prolétariat ressurgir comme force sociale sur la scène de l'histoire. Après des dizaines d'années de contre-révolution, la vieille taupe montrait encore une fois à tous ceux "qui ne voient que ce qu'ils croient", que la révolution communiste n'était pas morte et creusait dans le sommeil forcé que lui avait imposé la paix sociale. Les combats menés par notre classe un peu partout dans le monde redonnaient force et confiance à tous ceux qui n'avaient cessé de défendre nos projets d'abolition des classes. A l'effroi de la bourgeoisie face au spectre de la révolution, correspondait pour le prolétariat, un renforcement des liens dans et par la lutte, et la victoire de tous ceux qui luttaient était cette solidarité qui grandissait à mesure que s'organisait l'affrontement à l'ennemi capitaliste. Dans de telles périodes, l'organisation en force, la tendance à nous constituer en Parti, à donner un centre à nos luttes, n'est pas l'apanage de tel ou tel groupe : c'est la réalité elle-même qui exige et impulse le regroupement des révolutionnaires !

Mais le reflux des luttes dans les années '70, a fait réapparaître l'horrible image de la paix sociale. Concurrence, sectarisme, anti-organisationnalisme, individualisme ... allant jusqu'à la destruction de l'autre, sont les terribles marques de la période actuelle. Dans d'autres régions du monde, c'est pire encore : en Amérique latine, au Proche Orient, règne la terreur ouverte d'Etat. En Europe aussi, l'Etat marque des sauts qualitatifs dans l'affirmation terroriste de la paix sociale -cf. dans cette même revue, le texte sur le terrorisme d'Etat.

Face à cela, les quelques brèches ouvertes dans le mur de la paix sociale ne sont pas suffisamment larges pour laisser s'engouffrer l'irrésistible courant révolutionnaire qui emportera définitivement les briques de l'empire capitaliste, et si le fait de s'enfoncer dans la crise met chaque fois plus de plomb de l'aile des mots d'ordre bourgeois, cela ne conduit toutefois pas encore à la transformation révolutionnaire de ce monde.

Dans ce climat de repli général où chacun espère s'en tirer seul et jouir d'un répit dans la défense de ses illusions, l'écart entre les minorités de prolétaires en lutte et la majorité de la classe ouvrière qui ferme sa gueule, est plus spectaculaire que jamais. Cette terrible réalité propre à la contre-révolution et généralement produite de la défaite d'une vague de luttes, vient s'exprimer idéologiquement dans la conception idéaliste qui consiste à considérer le prolétariat comme un objet sur lequel il faut intervenir par l'intermédiaire d'un petit groupe d'intellectuels qui se croient "sujets" de la révolution parce qu'ils en auraient la "conscience" et/ou la "volonté" ! Ici encore, la contre-révotion produit la contre-révolution : l'ensemble des théories qui divisent le mouvement communiste en plaçant d'un côté les ouvriers et de l'autre les intellectuels révolutionnaires, n'est que le monstrueux reflet de la réalité actuelle qui, comme photographie, c'est-à-dire en termes non dynamiques, fait effectivement apparaître d'un côté, des ouvriers atomisés et de l'autre, des petites groupes qui théorisent.

Mais on sait que la photographie de la réalité, c'est comme l'arbre qui cache la forêt : arrêter la réalité à ce qu'on a sous les yeux, ici et maintenant, c'est cacher toute la dynamique d'un être --le communisme-- qui ne peut que s'exprimer dans toute la richesse de son affirmation dans l'histoire --hier, aujourd'hui, demain--. Perdre ce point de vue, c'est construire, de manière formelle et logique, une inférence, une projection mécanique, dans le futur, des faiblesses du prolétariat aujourd'hui. Pour nous, c'est la société sans classe, c'est l'existence d'un être collectif unitaire --la Gemeinwesen-- qui éclaire et détermine notre lutte contre cette division (encore une fois : produite de la contre-révolution !) imposée par la démocratie, le terrorisme d'Etat, et qui tend à dissocier, à atomiser les prolétaires pour en faire des individus libres, éloignés des "communistes", transformés également ici, en "importateurs de conscience", en individus libres, en curés !

Nous avons souffert en notre propre sein de cette terrible maladie idéaliste, dualiste qui consiste --en méconnaissant les déterminations sociales matérielles de notre communauté de lutte, d'intérêts, de programme, de besoin, de perspective révolutionnaire de laquelle notre groupe est produit et facteur historique ! , communauté de lutte cristallisée invariablement, au cours de chaque période de lutte, dans la tendance inéluctable à la constitution du prolétariat en classe et à la centralisation unique en Parti-- qui consiste donc à théoriser la classe comme étant déterminée par l'ici et maintenant, par l'hétérogénéité, par la contingence, par l'immédiat, par la volonté de lutter ... pour une place dans cette société, par le manque de conscience, etc. d'une part, et d'autre part, le Parti, par l'hier-aujourd'hui-demain, par l'homogénéité, par le général, par la volonté, par la conscience, par la révolte ...

> "La concurrence isole les individus les uns des autres; non seulement les bourgeois mais bien plus encore les prolétaires ... Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte contre une autre classe; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence."
>
> Marx - L'idéologie allemande

Le GCI n'étant pas un îlot de communisme en plein capitalisme, dans un contexte social où la concurrence et l'individualisme sont à leur paroxisme et malgré le fait qu'il soit un pôle de lutte contre toute cette merde, il ne peut pas ne pas refléter en son sein, certaines des faiblesses actuelles que vit l'ensemble du prolétariat dans

son difficile processus de constitution en classe.

A contre-courant, cela fait plusieurs années que nous tentons, avec les énormes faiblesses auxquelles nous soumet la période, d'assumer ce pourquoi nous existons : développer l'internationalisme, tirer de façon permanente et dans toute l'histoire de nos luttes, les leçons des défaites de notre classe, impulser l'organisation en force du prolétariat par le regroupement des révolutionnaires et la lutte pour une centralisation unique. Mais tout notre effort pour réaliser les tâches des communistes ne nous empêche d'avoir à souffrir de l'ensemble des déterminations décrites ci-dessus : l'anti-organisationnalisme et l'individualisme sont des poisons contre lesquels nous menons une lutte sans merci **en notre propre sein.** La ligne idéaliste dont nous avons eu à souffrir cette dernière année et qui a été sanctionnée, visait à liquider, par son contenu anti-parti, notre communauté de lutte.

Comme toujours, notre vieil ennemi n'a de cesse de réapparaître sous de nouveaux atours, mais **l'idéalisme se trahit en ce qu'il finit toujours par considérer le "Parti", "les communistes", comme quelque chose de pur, en dehors de toute détermination sociale.**

Le point de vue invariable de l'idéalisme est celui-ci : il y aurait d'un côté les ouvriers atomisés, enfoncés dans toute la merde de la société et, de l'autre, un "Parti" conçu comme quelque chose de pur, strictement déterminé par l'effort de révolte, la volonté d'en découdre et/ou les faits de conscience et de volonté, selon les variantes. Ainsi éloignée de la lutte **réelle** des prolétaires **réels**, l'idéologie d'un parti construit dans l'idée de ce que ces "zorros" du prolétariat voudraient qu'il soit, ne peut aboutir ... qu'à **l'apologie des luttes immédiates** ! En effet, quand l'effort d'organisation en force de la classe, quand les besoins de centralisation des ouvriers, quand la constitution du prolétariat en classe est limitée "aux militants renforçant le communisme là où il existe" ou aux intellectuels du pur parti de la théorie qui sauvera les prolétaires, toute lutte ouvrière devient l'objet d'une course pour rendre enfin "réelle" l'idée du communisme qui manquerait à ces prolétaires pour réaliser la révolution. Conçus comme cet être idéel, les idéalistes se sentent maintenant obligés de justifier leur existence et leurs idéologies en courant derrière le premier pet ouvrier. L'idéalisme dérive ainsi invariablement dans l'immédiatisme et l'ouvriérisme le plus plat. Comme toute idéologie bourgeoise, cet idéalisme dénoncé ici n'est donc pas qu'un conglomérat d'idées; c'est bien d'une pratique qu'il s'agit, d'une pratique de lutte réelle de sabotage de notre communauté de lutte, de sabotage de nos efforts de constitution d'un cadre organisationnel commun, d'une pratique **individualiste**.

La théorie de l'"individu communiste" est le point de départ de cette déviation qui consiste à nier le prolétariat comme sujet de l'histoire. Cette idéologie surgit de la déception de minorités face à la faiblesse du prolétariat. Pour combler leur désillusion face à une révolution qui ne "vient" pas, ces minorités pensent pouvoir substituer aux faiblesses ouvrières, de simples faits de conscience et de volonté et croient qu'une association de révoltés ou de théoriciens va pouvoir changer le monde. En tant que communistes, nous savons qu'au-delà de notre volonté et de notre conscience, existent des rapports de forces qui nous dépassent et ne sont en aucun cas restrictibles à notre groupe : quand le prolétariat n'exprime pas dans l'immédiat sa tendance inéluctable à s'organiser en force, à se centraliser en Parti, l'organisation internationale des forces révolutionnaires existantes s'en ressent évidemment et en est rendue d'autant plus difficile.

La phase actuelle est une phase sectaire, reflet de l'accroissement de la concurrence générale que subit le prolétariat et historiquement liée aux périodes de reconstitution embryonnaire du prolétariat. Nous mettons toute notre volonté et notre conscience pour lutter contre le sectarisme propre à la phase actuelle, mais nous n'oublions pas que le communisme surgit des entrailles du capitalisme, de la merde de ce monde. Jamais la conscience et la volonté de minorités révolutionnaires,

isolées dans la paix sociale, ne suffiront pour détruire le capital. Les limites auxquelles s'affrontent aujourd'hui même les révolutionnaires --pour qui l'internationalisme n'est pas un mot creux-- qui tentent réellement, pratiquement d'organiser une communauté de lutte et d'action par-delà toute frontière, toute nation, sont les limites de la période. Penser pouvoir substituer aux rapports de forces réels de ce monde "des faits de conscience et de volonté", conduit tous ces immatérialistes (dans le sens où ils nient la puissance matérielle du rapport de classes) à construire des partis et organisations plus "purs" les uns que les autres, croyant ainsi fabriquer avec leur tête, le lit de la révolution dans lequel le prolétariat n'aurait plus qu'à se coucher pour réaliser le communisme.

Quelles que soient donc les formes que prend cette déviation, ceux qui pensent substituer leur conscience et/ou leur révolte personnelle au mouvement réel d'abolition de l'ordre établi, tombent irrémédiablement dans l'apologie de leur individu. Cela s'est matérialisé au sein du groupe par toute une série de pratiques individualistes tendant plus ou moins toutes à rassembler le prolétariat autour de leur nombril, rendant tout travail et toute discussion impossible, cf. leur acharnement à défendre leur "libre pensée" dans le groupe, qui a conduit à une pratique de secte dont le point de départ tautologique et idéaliste était : qui ne pense ou n'agit pas avec moi, est contre moi ! A la **facilité** d'avoir rassemblé quelques supporters pour leurs monologues, nous préférons continuer à affronter nos difficiles expériences, nos provenances différentes, nos histoitoires distinctes, les leçons que nous avons à tirer de l'affrontement avec l'Etat.

La lutte politique au sein du GCI contre cette déviation ne date pas d'aujourd'hui et n'est certainement pas achevée. Depuis 1979, date de naissance de notre organisation, cette lutte s'est matérialisée par de multiples ruptures qui ont toutes conduit soit à l'indifférentisme, soit à l'activisme, quand ce n'était pas à l'abandon pur et simple de la militance. A chaque fois, nous constatons que les "gros désaccords programmatiques" mis en avant ne sont que la feuille de vigne idéologique recouvrant un certain découragement -un découragement certain- face à la nécessité de continuer la difficile lutte à contre-courant et cachant une pratique individualiste et irresponsable, une incapacité à assumer les responsabilités militantes, camouflant une rupture réelle du cadre organique; les "gros désaccords programmatiques" ne sont en fait que le paravent pour cacher une série de désillusions successives face à l'activité immédiate et qui se concrétisent maintenant par l'incapacité à maintenir les priorités fixées centralement par le groupe. Le point d'aboutissement de ce type de rupture avec la communauté de lutte et le centralisme organique est toujours l'**individu.** C'est lui qui fixe dès lors ses propres priorités, comme bon lui semble, au jour le jour, tombant un moment dans l'agitation effrénée et immédiate, mettant en question toute activité centralisée, proposant un jour l'exclusion des camarades qui n'assument pas les tâches et cherchant le lendemain à constituer avec eux, une organisation dans l'organisation pour tout remettre en question, développant un jour l'illusion de l'abolition immédiate de la Famille sous le capital et revenant le lendemain aux pires caricatures social-démocrates en ce qui concerne la lutte (fonctionnariat politique et "chacun chez soi"); enfin, en décidant, toujours individuellement d'arrêter l'assumation des tâches décidées centralement et collectivement, parce que cet opportuniste qu'est l'individu, soumis aux humeurs de son nombril, considère soudainement qu'il y a d'autres tâches bien plus importantes.

Pour notre groupe, cela s'est traduit, par exemple, par la non-assumation d'une revue centrale en italien comme cela avait été décidé, par le fait de ne pas être intervenu adéquatement (càd avec moins de forces que ce nous devions et pouvions mettre) dans la grève des cheminots en France, dans le ralentissement, voir la paralysie de certaines tâches centrales (dont l'élaboration de nos "thèses d'orientation"), etc.

Face à ces ruptures de la discipline organique, l'organisation n'a plus dès lors qu'à sanctionner une situation où, de fait, l'individu a déjà retrouvé sa sacro-sainte liberté de pensée et d'action. Avec pour devise "Bougnat est maître chez soi", les "bons voeux" d'activité révolutionnaire se transforment alors irrémédiablement en une pratique sectaire que des pages de mystification écrite et d'essouflants sprints après les luttes "immédiates" du prolétariat ne parviennent pas à camoufler. Nous ne souhaitons pas aux militants qui ont récemment été exclus du groupe de connaître la triste fin des ruptures précédentes, mais nous attirons leur attention sur le fait que la pratique sectaire et individualiste qui a mené à ces ruptures ne peut conduire qu'à reproduire ces tares en leur sein. On ne résoud pas les innombrables problèmes que pose l'organisation d'une communauté de lutte internationale, en pleine période contre-révolutionnaire, par la rupture sur base du premier argument idéologique venu; tôt ou tard, l'incapacité à assumer en commun, les inévitables et indispensables débats liés à l'action communiste, conduira à une pratique de secte (2).

Il reste encore à dire, pour exprimer la totalité de notre critique, que nous ne nions évidemment pas qu'il existe aussi de véritables désaccords programmatiques, mais en général, ce ne sont pas ceux qui croient les développer qui expriment ces désaccords. En effet, ce ne sont pas les idées qui déterminent leur pratique, mais bien leur pratique qui détermine leurs idées. C'est ainsi que, par exemple, le pire des activismes sans principe peut être couvert par un discours idéologique théorisant le "partitisme" le plus pur. L'expérience de la classe et notre propre expérience (l'ex-camarade qui a formé la Fraction Communiste Internationaliste) nous confirment cela. Le liquidationnisme organisationnel a toujours été couvert d'une idéalisation du parti ou de la société à venir : la perfection et purification à atteindre rendent toujours dispensable, de ce point de vue, l'action pratique organisative d'aujourd'hui ! En ce sens, l'idéologie des individualistes, sectaires et liquidationnistes, est importante et doit être analysée. Elle peut en outre, cimenter leur activité et attirer des suivistes dans leur même merde, mais l'idéologie ne peut cependant jamais constituer le point de départ de l'explication ... pas plus que de l'action. Le véritable point de départ de toute cette pratique est la société bourgeoise, la concurrence entre les prolétaires !!! De même que pour toute idéologie, il ne peut ni expliquer ni être le noeud de la compréhension et de l'action (cf. l'idéologie nationale) mais en tant qu'idéologie, elle devient un élément matériel de cohésion dont la considération est indispensable à un deuxième niveau d'abstraction.

En ce qui nous concerne, en tout cas, cette pratique dénoncée ici devenait toujours plus clairement contradictoire avec nos efforts pour nous doter d'une réelle organisation de lutte. Les attitudes anti-organisationnelles se matérialisaient par des décisions individuelles et de libre-arbitre en ce qui concerne toutes nos tâches, ainsi que par des prises de position et des attitudes qui se situaient de fait à l'extérieur du groupe : tout ceci en rupture avec la discipline tant organique qu'organisationnelle à laquelle chaque militant se soumet en s'intégrant au groupe. Et ces méthodes irresponsables (vis-à-vis du groupe, vis-à-vis de la collectivité de lutte que constitue le groupe et quasi vis-à-vis du Parti historique) qui étaient défendues et pratiquées par certains camarades, outre le fait que dans la réalité elles se sont révélées anti-organisationnelles,

(2) Nous employons ici le mot "sectaire" non pas dans le sens de la totale opposition, de l'entière indépendance du prolétariat face à toute la société actuelle, mais bien en référence au sens traditionnel du mot et qui renvoie à la secte religieuse. Le sectarisme est la pratique des groupes qui font de "la politique de la différence" la clé de leur activité et se limitent à défendre le système social imaginé dans la tête de leurs chefs.

n'ont pas non plus permis de clarifier quoi que ce soit au travers des confrontations, même quand tout le monde estimait important d'approfondir les questions soulevées. Les arguments qui étaient systématiquement avancés pour contrer nos positions, se sont, de plus en plus, révélés n'être que la feuille de vigne cachant une réelle soumission à la société des citoyens atomisés, l'apologie de l'individu révolté et isolé (3).

III AUTOCRITIQUE DE L'EDITORIAL de "Le Communiste" n°25

Dans la revue précédente est paru un éditorial dont nous avons considéré dès la parution, qu'il ne correspondait pas aux positions de notre groupe. Comme nous l'avons déjà souligné, cet éditorial du numéro 25 de notre organe central "Le Communiste" et la parution aujourd'hui de cette critique sont l'expression d'une lutte politique qui s'est déroulée au sein du groupe autour des axes que nous avons toujours défendus --avec lesquels l'éditorial constitue une rupture !-- et que nous voulons réaffirmer ici. Nous ne considérons pas que cette lutte soit aujourd'hui achevée, même si la pratique et les méthodes qui devenaient de plus en plus incompatibles avec notre activité militante, ainsi que les positions (et ceux qui les défendaient) qui servaient de plus en plus de caution à une telle pratique (l'éditorial en est une concrétisation !) ont maintenant été sanctionnées.

Si nous sommes amenés à critiquer plus particulièrement l'idéalisme et le volontarisme tel qu'ils se sont manifestés dans ce dernier éditorial, c'est que ces déviations ont aujourd'hui un poids important et pèsent lourdement sur tous ceux qui veulent combattre cette société. La prolifération et l'évolution de différents groupes sans autres perspectives avouées et revendiquées que la transformation immédiate de leur propre réalité (nous pensons ici à des groupes comme "Voluntad", l'"Insécurité Sociale", la "Banquise" et autres cercles aux noms fleuris et éphémères dans le monde entier ...) est une illusion caricaturale de ce volontarisme; mais les multiples regroupements, cercles ... sans lendemain, les contributions sans suite, les publications ponctuelles ... n'en sont pas moins une manifestation importante.

Si cette faiblesse se révèle être aussi largement répandue ces dernières années, c'est qu'elle est un produit de la période. Pour l'instant, nous voulons préciser simplement que, pour nous, il est erroné de parler de ces faiblesses comme s'il s'agissait de quelques nouvelles idées, d'une nouvelle catégorie abstraite qui viendrait simplement fausser la vision que peuvent avoir ces groupes, cercles, individus ... de la réalité : au contraire, il nous faut analyser le volontarisme et l'immédiatisme en tant que produits --et facteurs-- des luttes ou plutôt du manque de luttes, c'est-à-dire, voir plus précisément en quoi ils sont propres à la période que nous vivons.

Aux difficultés particulières qui découlent de la période actuelle, les groupes tels "Voluntad" cherchent à y répondre à leur façon, en substituant à leur incapacité à assumer ne fût-ce qu'un des aspects de la lutte de classe (sans même parler ici de l'activité communiste comme totalité de tâches à assumer) leur propre volonté à eux, individus libres, conscients et "combatifs", de déjà changer leur propre réalité, de déjà organiser leur propre survie. La suite de leurs activités est alors envisagée comme un développement et une multiplication de telles initiatives. Pour justifier cette démarche, ces groupes doivent alors, en se basant sur la réalité immédiate qu'ils ont sous les yeux, théoriser la disparition du prolétariat comme sujet de l'histoire, la caducité du mouvement communiste,

(3) Sur cette question, nous renvoyons le lecteur à l'article publié dans cette même revue, qui exemplifie le processus général de citoyennisation : "Citoyennisation de la vie : Un exemple : la France de "1984", '85, '86, '87 ... pire que prévu".

bref, la négation de notre combat et son passage inévitable dans le camp de la contre-révolution. Tous ceux pour qui le prolétariat a disparu, proposent la "volonté", la "conscience" comme catégories en soi, kantiennes, comme des catégories religieuses, devant remplacer le sujet révolutionnaire.

Nous critiquons ces "nouvelles" théories (en fait des rabâchages d'une déviation que les communistes ont toujours dû affronter) comme relevant d'une conception **idéaliste** (4).

La déviation que nous combattons en notre propre sein et tout l'éditorial "l'Europe des Versaillais" que nous critiquons ici, n'est qu'une expression, même si elle est loin de se transformer dans des extrémités telles qu'elles sont théorisées ouvertement par des groupes comme "Voluntad" ou l'"Insécurité Sociale", fait néanmoins de graves concessions au volontarisme, à l'immédiatisme et trahit globalement une conception idéaliste de la lutte de classe. Si nous avons à combattre cette vision y compris à l'intérieur de notre propre organisation, c'est en sachant qu'il s'agit d'une force sociale beaucoup plus largement présente aujourd'hui dans l'ensemble du mouvement communiste (produit de la période) et qu'il nous faut donc la combattre comme telle. Cette critique est une contribution à ce combat.

C'est une vision idéaliste et statique que de penser qu'il existe des catégories telles les "communistes", le "parti", le "milieu", qui seraient à l'abri des forces sociales qui s'affrontent dans la société et qui, du haut de leur tour d'ivoir, n'auraient qu'à dispenser leurs bons conseils à ceux qui les écoutent. Ce sont les partisans de l'invariance formelle qui considèrent que le marxisme est une religion pour laquelle un certain nombre de textes sacrés font office de Bible et il n'est donc nullement surprenant que ce soit justement chez ces gardiens de musée que les retournements de positions et de pratiques soient souvent aussi inattendus qu'inexpliqués.

Si nous réclamons une invariance **réelle**, c'est au sens où pour nous les déterminations fondamentales de la lutte prolétarienne restent toujours les mêmes (ce qui détermine la position invariante des communistes contre le frontisme, contre le parlementarisme, contre le syndicalisme ...) et il s'agit là de forces matérielles réellement existantes --ainsi la transgression de ces frontières de classe a toujours été sanctionnée, violemment, par la défaite du prolétariat, par son écrasement et sa dissolution au sein de la société civile bourgeoise--. Cette invariance n'a rien de commun avec les références immuables aux différentes formalisations contingentes et partielles de la lutte historique du prolétariat à un moment donné --telle organisation, telles thèses, tel discours ...

Pour nous, c'est la critique sans relâche de ce monde, de sa misère et de tous ses produits, qui constitue la seule garantie d'une quelconque qualité révolutionnaire. Une telle critique, c'est le sens de toutes nos contributions sur les questions du "parti", de la "démocratie", de l'"économie politique" ... qui, malgré leurs formes non-achevées" --par leur aspect non-immédiat et universel et par le fait qu'elles replacent la perspective communiste et la lutte prolétarienne au coeur même de chaque question-- constituent des apports essentiels à la transformation pratique de ce monde et donc à l'oeuvre indispensable de restauration programmatique. La pratique de lutte contre la société marchande, avec tout ce que cela suppose aujourd'hui comme travail organisationnel, comme tâches d'intervention, comme travail de rédaction et d'édition ... en permanence entravée par la terreur d'Etat contre les communistes et contre leurs activités, ne doit jamais nous faire perdre de vue le but même et

(4) Nous voulons nous limiter ici à la critique d'une expression particulière de l'idéalisme, sans ignorer que l'idéalisme est la religion dominante qui donne corps, en tant qu'idéologie bourgeoise, à toutes les théorisations tant léninistes qu'antiléninistes qui pullulent encore aujourd'hui parmi la plupart des dits groupes révolutionnaires.

les moyens de ce combat, à savoir la destruction violente de cette société et de tous ses défenseurs par l'instauration d'une dictature prolétarienne sur le reste de la société.

L'attitude a-critique (notamment dictée par les encenseurs de l'invariance formelle) qui consiste à prétendre soumettre cette exigence historique de la révolution communiste aux besoins de développement à court, moyen ou long terme de telle ou telle organisation formelle, devient tout simplement contre-révolutionnaire.

Une de nos principales objections contre les positions défendues dans l'éditorial que nous critiquons ici, est qu'il **nie** le mouvement réel (5), la lutte du prolétariat et la lutte de classe tout court, en ne s'adressant qu'à "ceux qui ne s'y retrouvent pas dans cette jungle", "dans ces eaux glacées du calcul égoïste". Cf. encore : "Notre activité s'adresse à ceux qui, face au chantage terroriste de l'Etat, refusent de payer la rançon ..." et, ceci, après avoir sommairement dressé un tableau d'une Europe où "les versaillais continuent à cannoner" et où, malgré quelques timides réponses, "locales", "vite neutralisées", "la force de non-lutte reste gagnante". Ainsi donc, toujours selon de texte, l'"Europe n'est, pour l'instant, pas un centre de lutte de classes." Et le premier chapitre de conclure ... (face à la force du capital) : "seule peut quelque chose l'association des minorités de militants communistes internationaux, renforçant le communisme là où il existe, plus exactement lui déblayant le terrain".

(5) Ainsi, le texte est directement en contradiction avec la citation de couverture de la même revue, qui disait :

> "Pour nous le communisme n'est ni un état qui doit être créé, ni un idéal selon lequel la réalité devrait s'adapter, nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'ordre établi. Les conditions de ce mouvement résultent des facteurs qui existent dans le présent."

L'analyse développée dans ce premier chapitre est, à lui tout seul, un parfait condensé de la négation idéaliste et volontariste de **notre** démarche.

Nous avons développé dans les chapitres précédents, en quoi les différentes idéologies qui tentent de ne voir dans le prolétariat que de l'hétérogénéité ou de l'écrasement et dans le parti, la conscience ou la volonté pure, ne sont en fait qu'autant de manifestations de l'idéalisme le plus plat en ce que ces conceptions sont incapables de saisir le mouvement communiste à partir du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et qu'elles renvoient donc à un idéal à atteindre. L'idéal, ici, prend la forme d'un communisme existant (!) pour les "quelques minorités révolutionnaires"; le prolétariat quand à lui est défini par la non-lutte et le Fatal.

De même, quand le texte définit la crise "comme l'arme la plus puissante de la contre-révolution" et qu'il nie la détermination qu'elle constitue dans le développement des contradictions de classes, il nie du même coup les déterminations du prolétariat. Nous distinguons la crise du capital et la crise révolutionnaire. La crise révolutionnaire, c'est l'action généralisée, organisée et centralisée du prolétariat pour détruire le capital (et où l'action de direction volontaire et consciente d'une minorité est décisive). C'est donc elle, **la véritable crise catastrophique** qui, contrairement à ce que semble induire le mot "catastrophe", n'est pas le résultat mécanique d'une incapacité mortelle du capital à s'auto-gérer; mais les difficultés du capital à gérer sa crise (et nous pensons ici à la question de la catastrophe du système financier international, comme aux mouvements de grèves et de désobéissance dus aux bas salaires et aux "conditions de travail" dangereuses qui, à plusieurs reprises ces dernières années, se sont développées au sein même et jusqu'à paralyser les corps de répression de l'Etat !) constituent une détermination indispensable (mais non suffisante) de la crise révolutionnaire. Nous savons que l'action volontaire des prolétaires n'est pas le fruit d'une soudaine

prise de conscience métaphysique (pourquoi la révolution ne surgirait-elle pas alors en pleine phase d'accumulation de capital ?) mais est le résultat d'un ensemble de déterminations tant historiques que politiques (bilan des périodes de révolution et de contre-révolution du passé - facteur de la révolution à venir !) et économiques : c'est parce que la classe ouvrière se retrouve à chaque fois plus dans la misère, contrainte de bosser chaque fois plus pour moins de salaire, parce que les prolétaires n'arrivent plus à nourrir leurs gosses, parce que le travail est de plus en plus abrutissant ... que les prolétaires s'organisent en classe et donc en parti. Ce n'est pas parce que les gauchistes considèrent vulgairement et mécaniquement le passage de la crise "économique" à la "révolution" (en fait à leur gestion du capital !) que les communistes nient les ruptures qui surgissent des désillusions des ouvriers face au poids de plus en plus lourd de la crise. Ainsi, tout le monde se rend compte que les tentatives des mineurs au Limbourg (Belgique) comme ailleurs (!) pour s'organiser en dehors des syndicats viennent tout droit de l'impossibilité dans laquelle se trouvent toutes les forces bourgeoises d'assurer le maintien en activité des puits condamnés; et nous savons de plus en plus que toutes les forces ouvrières vont devoir -pouvoir- s'affronter à cette réalité !

Les communistes agissent évidemment dans le cadre de cette réalité : la crise et la guerre du point de vue de l'économie capitaliste, ne produisent pas mécaniquement la révolution mais il est indéniable qu'elles constituent le terrain sur lequel se développe la subversion en ce qu'elles poussent chaque fois plus les prolétaires à choisir entre la soumission aux creuses promesses des capitalistes et la lutte (qu'ils en soient conscients ou non) !

En conclusion, on voit donc en quoi l'éditorial de notre revue précédente est à lui seul une parfaite petite recette pour faire une soupe idéaliste. Dans la crise, on n'y voit plus que la contre-révolution; le prolétariat n'y est défini que par la non-lutte; le parti y est seul porteur du communisme; la lutte de classe n'existe plus (en Europe ...). Dès lors, il ne suffit plus qu'à s'en remettre à ceux qui ont "compris" (la Conscience) ou qui en "veulent" (la Volonté). Défini à partir de ces pures catégories de la Pensée, le Parti n'est plus alors qu'une structure à construire brique après brique et qui débarquera tel un nouveau sauveur quand, enfin, les ouvriers se décideront à bouger ! En niant les déterminations qui font spontanément surgir cette force centralisatrice, unique et mondiale, "du sol même de la société" et en la ramenant à des faits de conscience et de volonté, on aboutit, d'une façon ou d'une autre, à l'idée d'un Parti construit de toutes pièces et où l'individu se présente, en dernière instance, comme le seul garant de la révolution. C'est une des caractéristiques de la contre-révolution que de présenter l'individu, en période de paix sociale, comme l'unique garantie de vérité.

> "C'est dans ces moments (...) que la froide et inerte molécule qu'est l'individu se recouvre d'une espèce de croûte qu'on appelle conscience et se met à jacasser en affirmant qu'elle ira où elle voudra, quand elle voudra, en élevant son incommensurable nullité et stupidité à la hauteur de moteur, du sujet causal de l'Histoire."
>
> - Bordiga -

IV ERREURS ET GARANTIES CONTRE LES ERREURS

Nous entendons d'ici nos ennemis crier au scandale et chanter que nous ne sommes pas sérieux; qu'un groupe qui sort une position pour ensuite la critiquer, n'offre pas de garanties pour la lutte. Et il y aura aussi, certainement, des militants, des groupes ... qui luttent avec nous contre le capital, des sympathisants, des contacts, des lecteurs, en un mot : des camarades, qui se poseront des questions : est-ce qu'avec ce type d'erreur, on peut

vraiment avoir confiance ? Est-ce qu'un groupe qui se trompe ainsi pourra diriger la lutte prolétarienne, demain ?

La réponse qui suit n'est adressée qu'aux camarades. Ce n'est pas aux autres que notre presse est adressée et nous n'avons aucun intérêt à justifier notre pratique à leurs yeux. D'autre part, face à une erreur telle que la publication de l'éditorial que nous critiquons ci-dessus, nous constatons toujours deux types de réactions globalement opposées : une première, pédante et livresque, en provenance directe de ce type d'intellectuels bourgeois qui, depuis des siècles, tentent d'introduire leur conscience auprès des prolétaires et n'ont d'autre souci que la disqualification et la cohérence de leur propre idéologie; et une autre, prolétaire, exprimant la solidarité de ces camarades qui voient dans ce type de faiblesse, notre faiblesse, la faiblesse de notre classe, celle de nos actuelles expressions théoriques, celles de nos actuelles tentatives de centralisation internationale.

Entrons donc dans le centre de la question : les garanties passées, présentes et futures. Nous l'avons dit plus d'une fois : aucun statut, aucun règlement formel, aucune procédure administrative, aucun dirigeant, aussi génial soit-il, n'est une garantie contre des erreurs. C'est seulement dans la cohérence programmatique que peut se trouver une garantie. Mais cette affirmation fondamentale n'est pas suffisante pour trancher, dans chaque cas, à l'intérieur d'une organisation communiste, quel texte (par exemple) doit être publié et quel autre ne doit pas.

Il y a deux manières de ne jamais s'autocritiquer, de ne jamais critiquer un texte : l'adoption à l'unanimité de chaque chose à publier et la non-remise en question, de la part d'un groupe, de quelque chose d'écrit par quelqu'un parce que cela serait sacré. Il existe encore une troisième formule plus caricaturale, celle de "Programme" dont les changements à 180° de ses positions sont expliqués ... par une erreur du lecteur (cf. "le lecteur aurait pu comprendre que ... mais nous avons voulu affirmer que ...) !!! Dans tous ces cas, on est en plein dans la démocratie.

Contre tout cela, nous avons organisé, à l'intérieur du groupe, la discussion et la critique de l'ensemble du matériel publié. Et nous ne parlons pas ici d'une critique formelle qui consisterait à définir à chaque fois, les "pas en avant que fait le groupe" mais bien d'une discussion, d'une critique qui vise à relever les faiblesses, à les reconnaître sans peur, et plus encore, à les rectifier si nécessaire.

Il s'agit évidemment d'améliorer le plus possible la qualité de nos matériaux. Pour accomplir cela, la seule solution que nous ayons trouvée est la formation programmatique, la discussion et l'homogénéisation théorique, dans un cadre et des limites précis, décidés par les structures centrales internationales du groupe et appliqués dans chaque cas et dans chaque publication, par un responsable dictatorial. Et nous voulons souligner ici le fait que pour nous, un responsable n'est jamais un délégué de la base ou d'un groupe local comme c'est le cas pour les groupes fédéralistes et démocrates, mais par contre, le garant de la cohérence centrale et du programme communiste. En ce qui concerne l'application des directives centrales par un responsable dictatorial, nous reconnaissons avoir été fortement inspirés par l'assumation explicite et ouverte de la dictature revendiquée par Marx et Engels comme étant la seule manière de faire fonctionner un journal. Pour rappel, citons ici ce que disait Engels. quelques années après, sur Marx et la Nouvelle Gazette Rhénane :

> "La rédaction était organisée purement et simplement par Marx. Un grand journal quotidien qui doit être terminé à heure fixe, ne peut avoir de positions suivies et conséquentes sans une telle organisation. Mais en plus, en notre cas, la dictature de Marx s'imposait d'elle-même, incontestablement, et elle était volontiers reconnue par tous."

Il est vrai qu'en entamant la publication de nos revues centrales, nous ne nous confrontions pas aux exigences d'un journal quotidien; nous étions face à la responsabilité de faire différentes revues dans différentes langues, réalisées par des camarades de différents pays entre lesquels la communication est très difficile et lente. Nous considérons en tout cas, qu'il n'y a qu'une seule manière d'assumer ce type de tâche : répondre à la nécessité d'une responsabilité décisionnelle qui doit être concentrée, centralisée. Sans doute la terminologie "dictatoriale" rebutera-t-elle. Mais c'est la force la plus puissante des dictatures --celle de la Démocratie, de la Marchandise, du Capital, de la Valeur, de l'Argent-- que d'avoir réussi à se présenter comme l'expression de la volonté des hommes ! C'est ainsi qu'aujourd'hui "dictature", "dictatorial" ... sont des mots que l'humanisme bourgeois a rejeté pour mieux camoufler l'essence de sa domination, basée pourtant clairement sur la loi dictatoriale qui veut que qui ne travaille pas, qui n'accepte pas de se laisser exploiter par les bourgeois, se voit irrémédiablement condamné à crever. Pour nous, en tout cas, indépendamment des titres qu'elle se confère pour mieux camoufler ce caractère bourgeois mondial, la dictature capitaliste recouvre la domination sanglante de l'Argent qui, comme communauté s'exerce aujourd'hui violemment sur les hommes à l'encontre de leur véritable Gemeinwesen.

Quand nous faisons donc référence à la responsabilité dictatoriale de tel ou tel camarade ou d'une équipe de camarades concernant telle ou telle tâche, nous ne nous référons évidemment pas à un quelconque "chef" bourgeois qu'il faut craindre et respecter sous peine de terribles colères, mais bien à un membre de notre classe qui, parce qu'il fait continuellement ses preuves dans le combat que nous livrons de façon permanente face à la bourgeoisie, a acquis (mais jamais de façon définitive !) notre confiance dans sa capacité à garantir, en dernière instance, l'adéquation de telle ou telle publication, mesure, directive ... et d'exprimer ainsi les résultats de notre activité, de notre lutte. Il ne peut en aucun cas s'agir d'aduler les chefs prolétariens, pas plus que leurs formulations ! La capacité à donner une direction au prolétariat s'exprime même, tout au contraire, dans le fait de parvenir à remettre en question des formulations qui s'avèrent, dans le courant de la marche révolutionnaire, encore empreintes de concessions à l'idéologie bourgeoise. C'est toute la force de Marx que de remettre en question ses formules sur la bourgeoisie "progressiste" de 1848; c'est toute la force de Lénine que de rejeter ses propres formules sur la possibilité d'une révolution pacifique en septembre 1917 !

Que l'éditorial intitulé "L'Europe des Versaillais ait pu sortir dans notre revue est lié au fonctionnement même du groupe basé sur la confiance et la responsabilité. Nos revues sont des moments de la centralisation de notre activité, mais ce nécessaire centralisme ne se complète pas de l'imbécile démocratisme paralysant, propre aux groupes gauchistes et dont les organisations centristes du petit milieu "révolutionnaire" ne sont qu'une triste copie bureaucratique. Notre centralisme est **organique**, c'est-à-dire que les nécessités mêmes de la lutte, de notre programme, de l'associationnisme ouvrier impliquent un niveau de confiance entre révolutionnaires, basé non pas sur la croyance en l'"individu génial" et qui serait a priori garant de la continuité programmatique, mais bien sur une pratique militante commune qui, parce que continuellement renforcée par la critique, permet la prise en charge de responsabilités. Ces responsabilités qui vont de la rédaction d'un texte au contrôle dictatorial global pour chaque publication, permettent de centraliser notre activité sans avoir à contrôler de façon permanente ce que chacun fait. A chaque fois qu'un camarade écrit un texte résultant par exemple d'un ensemble de discussions à l'intérieur de l'organisation, nous ne le faisons pas passer devant un tribunal démocratique réunissant l'ensemble du groupe ! Non ! Nous faisons globalement confiance en la capacité du camarade de synthétiser l'ensemble des acquis dégagés des discussions et de l'ensemble de l'activité du groupe et nous laissons au responsable de "dernière instance"

de la revue dans laquelle sortira l'article, le soin de trancher s'il pose ou non des problèmes pour être publié. Si ce dernier laisse passer un texte qui va globalement à l'encontre de nos acquis programmatiques, il est évident qu'il sera critiqué voire sanctionné; ce qui fut le cas pour l'éditorial mis en question dans cette même revue. Nous visons donc à ce que, de plus en plus, l'ensemble des militants se reconnaissent dans les initiatives des autres camarades et cela peut passer par des décisions très dures à l'encontre de ceux qui rompent cette confiance par leur irresponsabilité. Sans doute, notre pratique centraliste organique complique-t-elle quelque fois notre effort organisationnel et permet des dérapages tels que ceux que nous critiquons ici : il nous serait bien plus facile de réduire notre activité à la traduction des textes d'un "chef" et jouer ainsi, à peu de frais, le spectacle d'une organisation internationaliste, à l'image de groupes staliniens et autres. Nous préférons le "risque" de l'organicité, non parce que nous aurions le choix entre différentes conceptions de la lutte, mais parce que le mouvement communiste implique, dans ses buts, dans son programme, ses moyens, ses méthodes ... un contenu où les rapports entre hommes ne sont plus basés sur l'obéissance servile aux chefs, sur le suivisme du directeur de cirque par ses singes ou encore, sur la division du travail entre penseurs, nègres et traducteurs, entre intellectuels et manuels, etc. Nous visons à ce que chaque militant soit porteur de la totalité, ce qui signifie à la fois qu'il tend à être capable d'assumer toute fonction et que, d'un autre côté, puisqu'il est bien entendu impossible de tout faire, chaque moment de son activité contienne la totalité du projet d'abolition des classes qui nous anime.

C'est en ce sens que tend à se résoudre pour nous, cette terrible contradiction que la bourgeoisie, dans son effort pour "raisonner" le monde (c'est-à-dire pour lui imposer sa Raison) n'a de cesse de mettre en avant; nous voulons parler ici de la contradiction entre "liberté" et "nécessité" à laquelle Marx règle définitivement le compte en lui donnant comme cadre, non pas cet individu enchaîné par la marchandise et qui chante sa liberté, mais bien ce que le prolétariat a été, est et sera historiquement contraint de faire, conformément à son être. Nos décisions ne découlent donc pas plus d'une consultation démocratique que d'une obéissance tout aussi démocratique au "guide", mais bien de l'histoire de notre classe et de notre expérience propre de cette même histoire.

Nous ne pouvons donc qu'insister auprès des camarades qui nous lisent sur la nécessité de comprendre que la seule et unique manière de concrétiser notre cohérence programmatique, est la critique et centralisation de cette critique. Dans un célèbre texte contre la religion, Marx définit la puissance de l'attitude et l'activité critiques. Mais ceux qui pensent que cette définition de la critique n'est valable que pour les curés oublient que tout ce qui tend à se figer se transforme en religion. Il est normal que des groupes comme le PCI ou le CCI se transforment en sectes quand l'activité du premier a été définie pendant des années à partir d'une date fatidique -1975- qui se devait de sonner le glas de la révolution mondiale, et que le second se masturbe à longueur de congrès sur la perpétuelle confirmation de "la juste ligne développée par le Xème congrès" à propos de la quatrième vague de luttes, etc.

Que les prolétaires trompés par les histoires faciles de ces groupes et qui se laissent impressionner par leurs balivernes scientifiques se penchent de façon critique sur la réalité et ils se rendront vite compte qu'au-delà de la difficulté à arracher les "fleurs-illusions" de l'idée de la révolution imminente avec laquelle ces gauchistes embrigadent les ouvriers, se prépare la plus grande déflagration que le monde ait connu et que pour nous préparer à cela, nous n'avons pas besoin qu'on nous gonfle continuellement avec l'"idée" du communisme; nous avons besoin de révolutionnaires trempés au feu de la critique, capables de maintenir à contre-courant l'organisation des ruptures d'avec ce monde et donc capables aussi de critiques envers eux-mêmes.

"La critique (...) dépouille les fleurs imaginaires qui les recouvre, non pas pour que l'homme porte des chaînes sans fantaisies, des chaînes désespérantes, mais pour qu'il casse la chaîne et cueille la fleur vivante."

Marx - Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel

La critique et l'autocritique permanentes sont des démonstrations de force de notre classe. Elles ne visent pas à opposer des arguments à d'autres arguments comme le proposent les différentes théorisations propres au "petit milieu révolutionnaire"; la critique est le mouvement réel de destruction du vieux monde. Cela n'a donc rien à voir avec les différents débats d'idées proposés par tout gauchiste qui se respecte. Toute l'histoire des ruptures du prolétariat est basée sur les leçons qu'il a pu tirer lui-même des erreurs du passé; c'est en cela que la critique communiste n'est pas basée sur l'idée qu'il y aurait un monde à convaincre à coups d'arguments, mais bien sur la destruction du capital par l'organisation du mouvement d'abolition des classes "qui se déroule sous nos yeux". La critique est une arme :

"La critique n'est pas une passion de la tête mais la tête de la passion. Elle n'est pas un bistouri mais une arme. Son objet, c'est son ennemi qu'elle veut non pas réfuter mais anéantir."

Marx - ibid

En conclusion donc, nous appelons les camarades qui nous lisent, à améliorer nos publications, à participer à une véritable critique entre membres d'une même classe, animés par le même mouvement pour mettre à bas ce vieux monde. A différentes reprises, nous avons reçu des critiques de cet ordre émanant de prolétaires dont le souci réel était de faire avancer notre regroupement, et par là même, l'ensemble de nos ruptures. Nous ne pouvons qu'insister pour que nous parviennent d'autres critiques. Face à des prises de position erronées, les camarades qui nous ont envoyé ces excellentes critiques sont l'expression vivante que nos publications ne sont pas "privées" mais, tout au contraire, le produit collectif d'une classe qui vit, qui lutte ... et dont le GCI n'est qu'un organe de centralisation.

V PROLETARIAT CONTRE INDIVIDU (6)

La caractéristique centrale et invariante de l'idéalisme est de définir la réalité par la pureté et la perfection.

(6) Nous utilisons ici le terme "individu dans le sens d'atome de la société bourgeoise, composant indispenseble de la démocratie. C'est-à-dire dans le sens d'individu contingent subsumé par une simple classe -classification- de la société et en opposition à la personne humaine, à l'individu personnel, composant d'une communauté de lutte et d'intérêts. La distinction est très importante, et comme le dit Marx :

"La différence entre l'individu personnel et l'individu contingent n'est pas une distinction de concept mais un fait historique." Ainsi,"il découle de tout le développement historique jusqu'à nos jours, que les rapports collectifs dans lesquels entrent les individus d'une classe et qui étaient toujours conditionnés par leurs intérêts communs vis-à-vis d'un tiers furent toujours une communauté qui englobait ces individus uniquement en tant qu'individus moyens (contingents -ndlr) dans la mesure où ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe; c'était donc là, en somme, des rapports auxquels ils participaient non pas en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. Par contre, dans la communauté des prolétaires révolutionnaires qui mettent sous leur contrôle toutes leurs propres conditions d'existence et celles de tous les membres de la société, c'est l'inverse qui se produit : les individus y participent en tant qu'individus (personnels - ndlr)".

Marx - L'idéologie allemande

Quelle que soit la forme qu'il prend (conseilliste, bordiguiste, léniniste ...) l'idéalisme ne conçoit jamais la "solution" révolutionnaire à partir du mouvement même de décomposition du capital (et dont l'action révolutionnaire du prolétariat est cette même décomposition devenue négation positive). L'idéalisme se révèle incapable de saisir la limite du Capital dans le Capital lui-même. Il s'agit dès lors, pour tous ces réformateurs du monde, de définir le pur être sauveur qui viendra de l'extérieur du monde réel, de l'extérieur de la merde capitaliste même, dicter sa conduite aux ouvriers. Pour Lénine, les intellectuels bourgeois composeront la force -le Parti- qui importera de l'extérieur la conscience aux prolétaires. La déviation idéaliste s'exprimait chez les blanquistes en ce qu'ils pensaient eux aussi intervenir de l'extérieur sur le développement de la lutte en constituant un corps de combattants bien décidés qui, par leurs coups de force réaliseraient la révolution pour le compte du prolétariat. Dans l'éditorial critiqué dans le chapitre précédent, on voit clairement les sauveurs apparaître sous la forme de communistes "purs et durs", définis comme seule source révolutionnaire. Quelles que soient donc leurs variantes, en faisant surgir la révolution de l'extérieur du mouvement même de décomposition de la société, les idéalialistes conçoivent et définissent la fonction des communistes à partir des seules déterminations de la volonté et de la conscience. Mais, puisqu'il s'agit, pour eux, de se relier aux ouvriers, puisqu'il faut convaincre et enseigner la révolution, ils créent alors des structures pour eux, ils définissent une politique "pour les masses", font des discours à la mesure de ce que peuvent "entendre" les prolétaires, publient des "lettres ouvertes" pour les indécis, utilisent les structures "où se trouvent les ouvriers" pour leur apporter la conscience ... et, en dernière instance, **réforment** !

Il est logique, pour toux ceux pour qui le prolétariat n'existe plus comme classe historiquement déterminée à imposer violemment le communisme, que les seuls sujets de la révolution soient ces êtres purs, définis par leur conscience et leur volonté, agissant chez les uns pour "indiquer le chemin pour la révolution" et chez les autres, pour "renforcer -graduellement- le communisme là il où existe déjà" ! Vision idéaliste et volontariste !! Ici, les militants communistes sont identifiés à la classe et sont devenus à eux seuls le mouvement. Mais réduire la classe aux personnes qui veulent lutter (conscience !) trahit une conception individualiste --a-sociale, a-historique-- de la lutte de classe. Depuis le début de l'existence de notre groupe, nous n'avons cessé d'affirmer que la classe ne se définit pas statiquement par la place qu'occupent les individus dans le processus immédiat de production (cf. les chômeurs et autres déracinés sur tous les continents qui, tout en étant exclus du processus immédiat de production, sont, on ne peut plus clairement des prolétaires : ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre) ni par l'idée que les individus se font d'eux-mêmes, par ce qu'ils pensent ou imaginent être, mais se définit par les conditions sociales et historiques qui la déterminent à imposer **son** projet social.

Le prolétariat, tout en étant complètement exclu de la société où il n'a que sa force de travail à monnayer, est au coeur même de la production matérielle de la société et c'est cette situation contradictoire qui le pousse à devenir le négateur en acte du rapport social capitaliste. C'est dans la condition prolétarienne que se trouvent justement concentrés à la fois le caractère capitaliste de déshumanisation totale et le caractère révolutionnaire de lutte contre cette déshumanisation. L'être qui porte cette immense détermination historique et sociale, c'est le prolétariat. Pour le prolétariat, la nécessité et la possibilité de renverser ce système et d'établir une société enfin humaine ne font qu'une !

Notre position sur ce point aussi tranche radicalement tant avec les partisans et apologistes de la condition ouvrière qu'avec ceux qui tout en critiquant l'ouvriérisme, ne font que reproduire la même merde en tombant dans l'anti-thèse pure, à savoir, l'apologie de l'individu abstrait ("le combattant", "le communiste" ...) et de sa liberté, ses choix, où toute référence aux condi-

tions matérielles, historiques qui déterminent notre classe à s'insurger, aura été gommée. L'anti-thèse simple de la position mécanico-économiste de la définition du prolétariat tombe ainsi dans son contraire qui lui est symétrique : la définition immédiatiste et subjectiviste de "l'individu qui lutte" sans comprendre les déterminations matérielles et objectives de cette lutte. Même si pour nous, les individus plus "révoltés", plus "volontaires" (tels que les définit l'idéalisme classique) font partie de la classe révolutionnaire, ils n'en sont qu'une partie, qu'une contingence et ils ne sont pas le prolétariat constitué en classe révolutionnaire. Certes, la révolte, le refus de la soumission sont à la base de toute lutte, mais ilest néfaste de vouloir restreindre le mouvement communiste à une simple "révolte" (à plus forte raison à une "révolte" morale et consciente). Comme nous l'avons indiqué, le communisme est un mouvement dont les déterminations remontent loin dans le temps, dans l'histoire des sociétés de classes. Et ces déterminations historiques (par exemple, l'attitude face à l'Etat, organisation en force de la classe dominante !) dépassent largement le cadre de la lutte contre l'ignominie de notre situation de "classe immédiate".

Les communistes s'organisent et dirigent leur classe et leurs luttes non pour défendre les intérêts partiels de telle ou telle frange de prolétaires, mais pour mettre en avant les intérêts généraux du prolétariat, le but général de son mouvement; toutes leurs activités (et ceux à qui ils s'adressent donc) sont fonction de ce but. De telles activité nécessitent une rupture **volontaire, consciente, organisée, pratique** avec tout immédiatisme, avec tout volontarisme --"faire bouger le prolétariat", "s'organiser à tout prix, peu importent les persepctive" !!! En ce sens, notre activité n'a pas plus à voir avec ceux "qui veulent" ou qui "savent" qu'avec ceux "qui refusent". Car il s'agit là d'une appréciation on ne peut plus volontariste (en période de paix sociale, par exemple, ne peuvent refuser que ceux qui en ont les moyens matériels, culturels, intellectuels, etc.) qui, en tant que telle ne constitue aucune force sociale. Le "refus" est contingent, lié beaucoup plus aux particularités des conditions de vie des individus qu'à l'essence universelle de la condition prolétarienne. La situation de classe du prolétariat est une situation contradictoire qui pousse le prolétariat, souvent bien malgré lui et malgré sa conscience immédiate du combat qu'il engage (d'où l'importance de l'activité dirigeante, organisée, consciente, volontaire des minorités communistes oeuvrant à la centralisation internationaliste de la lutte) à s'insurger contre sa situation de classe exploitée. Ce combat est un premier pas vers un renversement de la situation, vers la négation des conditions contradictoires qui déterminent le prolétariat. Mais ce renversement est dialectique et pas statique ni linéaire. La vision positiviste voit le communisme comme une excroissance positive ayant ses racines au sein du mode de production capitaliste, s'y développant pour, finalement le supplanter.

C'est toute la question de la réification, de la dynamique de la lutte, du renversement de la praxis et donc, de la question du parti qui se trouve escamotée par la théorie de la révolte. C'est l'idéologie anarchiste avec sa logique de la lutte individuelle (cf. Bonnot, Ravachol ...) qui correspond à ce culte de la révolte (idéologie s'inspirant en grande partie du radicalisme individualiste de Max Stirner : "L'individu et sa propriété"). Pour les communistes, même dans l'absence de révolte, quand les prolétaires abandonnent la lutte ouverte et quand ils réintègrent la démocratie, l'antagonisme fondamental au capital ne disparaît pas : nous ne nions pas le mouvement de classe, nous ne renvoyons pas dos à dos les prolétaires et l'Etat, les prolétaires et les représentants de l'Etat (ainsi, nous ne mettons pas sur le même pied les ouvriers en Pologne quand ceux-ci arrêtent la grève et les Walesa, ou les mineurs en Angleterre et les Scargill). Toute l'activité militante du Parti-Marx (contre les Proudhonniens, contre les Lassalliens, contre Bakounine ...) pour mettre en lumière "les conditions sociales réelles du prolétariat", "les causes fondamentales qui ont provoqué la misère et l'oppression du prolétariat", toute la critique de l'économie politique qui permettra au Parti de démontrer pratique-

ment "(...) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat, que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes", se trouve niée par la conception anarchiste individualiste qui place non pas une classe sociale mais l'individu, le Moi, l'Unique, face à la société qui l'écrase. Nous sommes ic au coeur de la critique marxiste de la société marchande et du cycle des sociétés de classes, telle qu'elle s'est historiquement opposée aux courants "utopistes" et idéalistes.

L'individualisme est beaucoup plus qu'un poison théorique produit de la période de repli que nous vivons. L'individualisme est une pratique. Et cette pratique contre-révolutionnaire investit également le mouvement communiste. Les organisations révolutionnaires ne sont pas à l'abri de cette terrible réalité. Il faudrait même plutôt dire qu'un regroupement révolutionnaire est une lutte permanente contre la confiance bornée que chacun investit trop facilement en soi-même. Face aux autres, le réflexe est trop facile que de croire à la vérité de son nombril. Plus d'une fois au sein du groupe, nous avons rencontré des camarades pour qui la difficulté de vivre un débat contradictoire se concluait en termes d'une rupture visant à retrouver la sacrosainte liberté de pensée et de mouvement du citoyen. Ruptures justifiées bien évidemment à chaque fois sur base de "divergences de vues" mais dont le contenu commun s'exprime dans le refus d'être contredit plus longtemps et dans la volonté de se retrouver enfin seul avec sa conscience, sans plus de compte à rendre à personne qu'à soi-même ou, éventuellement, à quelques singes qui jouent à faire le spectacle de la contradiction.

L'idéologie de l'Individu, du Moi, de l'Unique, se retrouve dans la théorie bakouniniste de l'organisation dans l'organisation (7). Nous avons eu à souffrir de ce prolongement organisé et désorganisateur au sein du GCI. Cette théorie se base sur l'idée que la lutte de Parti, la lutte pour centraliser nos forces internationalement, sur base de toute l'histoire des ruptures de notre classe, serait une lutte permanente "de fraction". Sont confondus ici le travail historique de fraction entrepris par les gauches communistes pour rompre avec des organisations contre-révolutionnaires ... et la pratique de merde qui consiste, dans une organisation communiste, à partir de ses propres idées (et tant pis si ce sont des délires) comme a priori idéologique, avec comme but de rassembler des "masses" autour de soi !

Le coeur de la contradiction qui, de ruptures en ruptures, fait avancer une organisation communiste, n'est pas, en dernière instance, le débat d'idées, mais bien l'affrontement de différences pratiques. On ne peut donc pas d'un côté, se revendiquer du centralisme organique et d'un autre, créer une structure dans la structure pour lutter contre les centres que l'organisation se donne en théorisant qu'il s'agit là de la pratique historique des fractions ouvrières ! Il faut clairement dénoncer qu'il s'agit là, de la théorie bakouniniste de l'organisation contre laquelle Marx a toujours lutté en soulignant que la tactique des différents niveaux internes (c'est-à-dire la tactique de l'organisation dans l'organisation), l'autoritarisme non public, la direction occulte, mène au fédéralisme comme conception politique et ce, quel que soit le discours idéologique qui le justifie. Marx a ainsi toujours dénoncé cette prétention idéaliste classique de préétablir une élite formelle qui garantirait la révolution, conception qu'on retrouve explicitement chez Kautsky, chez Lénine et, plus fort encore, chez Staline, Zinoviev et Bordiga. Le postulat individualiste qui part de l'idée que **SES** idées sont les bonnes et que donc tous les

(7) Cf. le "Programme de la fraternité internationale" de 1872 écrit par Bakounine. C'est un des textes où Bakounine définit sa stratégie fédéraliste de l'organisation dans l'organisation : direction occulte, construction du Parti par en haut, autoritarisme caché, non public ("plus puissant" donc) et double discours en conséquence, tactique des différents niveaux internes, internationalisme assumé et assuré par le haut de la pyramide, etc.

moyens sont permis pour les imposer - fractions, fédéralisme, magouilles ...- est un postulat de sectarisme et de politique de la différence ! Cela n'a plus rien à voir avec la conception centraliste organique de l'organisation. Même si celle-ci ne cesse d'être revendiquée -formellement- cela ne change rien ! Il faudrait plutôt répéter mille fois à ces pédants et orgueilleux, que la pratique seule permet de vérifier le programme que l'on défend. Contre tous les individualistes, il faut réaffirmer qu'il n'y a pas plus de "liberté" de circulation d'idées, qu'il y a de liberté de fraction !!! La constitution d'une fraction au sein d'une organisation et qui mène à terme, à une rupture et à la constitution d'une nouvelle organisation, n'est pas une question de "liberté" mais de **nécessité** qui ne se justifie qu'**en terme de rupture d'avec la contre-révolution** ! Mais le fractionnisme, la pratique anti-organisationnelle, le fédéralisme, l'organisation dans l'organisation ... au sein d'une organisation communiste, n'a pas pour but de faire mûrir les débats ou les contradictions mais bien de les faire **mourir** en noyant l'affrontement de **pratiques opposées** dans et derrière le débat d'idées.

En ce sens, il ne s'agit pas de rupture avec la contre-révolution mais bien d'une lutte ouverte **CONTRE** la révolution ! Cette logique sectaire et individualiste qui submerge bien des tentatives de regroupement et de centralisation révolutionnaires aujourd'hui, ne peut aboutir qu'au mythe de l'individu génial. La logique est simple : à partir de la théorie de la fraction dans l'organisation, on arrive à la théorie de la fraction dans la fraction (puisque d'après cette thèse, c'est le rôle invariant des communistes !) et de fractions dans des fractions ... à des fractions dans d'autres fractions .... on en arrive à l'Individu Génial, au Chef, à la Personnalité !!! Il est clair que tout ce boxon idéologique ne mène qu'à une seule chose : la reproduction de la démocratie avec son cortège de suivistes et de bureaucrates. Comme on part de l'Individu Génial et de sa juste Raison, il n'y a plus aucun problème dans les moyens à utiliser pour arriver à ses fins: les magouilles, les doubles discours, les décisions "antidémocratiques" ... se justifient puisque, a priori, cela rapproche du "Programme" dont on est "intimement convaincu" qu'il est "communiste".

Face à toutes ces bêtises, il est clair, pour nous, que seul le travail collectif, l'organisation et le respect d'une discipline programmatique cristallisée aussi dans une discipline organisationnelle (8), la confrontation dans la lutte commune, sont les termes qui nous permettent de vérifier de façon permanente l'avancée dans nos ruptures avec le monde du citoyen, de l'individu, du "je fais ce qui me plaît" ... avec le monde du bourgeois ! Le sectarisme et l'individualisme comme politique au sein même d'une organisation révolutionnaire doit être combattueavec la plus grande énergie parce qu'elle détruit la confiance et l'union grandissante entre militants, confiance et union produites de la critique permanente du travail que nous menons en commun. Il est évidemment plus facile de mettre un désaccord en avant et de rassembler un ou deux mécontents autour. (S'il fallait, sur base du relevé des multiples et nécessaires désaccords qui animent la vie d'une organisation révolutionnaire, constituer une fraction pour chaque désaccord, il y aurait au moins dix fractions par militant !

Le sectarisme à l'intérieur d'une organisation reproduit inéluctablement la libre pensée, l'individu, la division du travail entre ceux qui ont compris et les autres, bref ... la **Démocratie.** Plus complexe mais plus riche est d'affirmer nos contradictions tout en mettant en avant ce qui nous unit comme membres d'une même communauté d'affrontement

(8) Nous insistons sur l'aspect organisationnel parce que dans la période actuelle, toutes les théories anti-organisationnelles étant plus que jamais à la mode, la pratique anti-organisationnelle a aussi trouvé sa justification idéologique dans une mystique discipline envers le "programme historique" et le "cadre historique" ne se concrétisant pas dans une pratique organisationnelle et centralisatrice précise, mais dans l'idée pure, propre à la philosophie spéculative (hégélienne).

à l'Etat. Les révolutionnaires ne constituent pas des groupes de penseurs qui concourrent dans le trophée du Génie ou la médaille de Chef ! Le communisme surgit des déterminations matérielles historiques réelles; la conscience n'est qu'un produit nécessaire d'un mouvement, d'une force qui surgit spontanément de et dans l'histoire, du sol de la société capitaliste. La conscience n'est pas le moteur de l'Histoire, n'en déplaise aux idéalistes! Le prolétariat seul, en affrontant son ennemi, en s'organisant en force unique, internationale et centralisée, en se constituant donc en parti, se manifeste comme sujet de l'histoire.

Il nous faudra encore une fois terminer ce chapitre en exprimant notre haine de l'Individu démocratique, notre haine, face à cette misérable chimère bourgeoise qui ressurgit à tout moment et en tous lieux pour, à partir de sa prétention à la Science et la Raison, détruire les liens forgés par une pratique de lutte et de critique collective sous prétexte de Libre Pensée, de Libre Arbitre, de Libre Circulation.

A l'individu et au culte de la Conscience, nous opposons notre certitude de la révolution, notre détermination à lutter et nos efforts pour, dès aujourd'hui, agir dans le sens de **l'affirmation de ce qui nous unit**, nous prolétaires, en tant qu'organe d'une communauté de lutte, partie intégrante d'un large mouvement historique qui nous englobe, nous dépasse.

Libre de tout, c'est-à-dire ne possédant rien, libre même de croire qu'il fait ce qu'il veut, l'Individu n'est, en définitive, qu'une marchandise qui se sublime en présentant les lois de la libre circulation auxquelles il est soumis comme le cadre de ses propres choix délibérés et personnels sans voir en quoi ces lois lui ont été imposées par les bourgeois pour réaliser le marché de la force de travail. Libre de se faire exploiter par qui bon lui semble, l'Individu en "oublie" que cette liberté n'est synonyme que de son exploitation et de rien d'autre.

Laissons donc cet égoïste se parer des plus beaux atours pour le spectacle de la Conscience qu'il nous joue ! Pour nous prolétaires qui savons que nous n'avons rien à gagner de ce monde, comme marchandise, l'Individu est et reste un traître à notre classe, un ennemi : un Vendu !

VI CONCLUSION

Ce n'est qu'envers nous-mêmes et envers notre classe et ses combattants que nous avons des comptes à rendre. En faisant ici des clarifications, nous ne nous adressons à aucun "milieu révolutionnaire" (9). Que les choses soient claires : nous dénonçons ce fameux "milieu" pour le rôle néfaste qu'il joue dans la période actuelle. Nous le méprisons et plus particulièrement son démocratisme et son pacifisme (dont la base est une non-rupture avec la tradition social-démocrate) comme cela s'est encore illustré récemment par l'initiative de la part du BIPR et d'autres ... de vouloir créer une collaboration, un front, une publication car "... il s'agit de réagir de façon plus unitaire face à la répression dont les composantes du milieu font de plus en plus l'objet" alors qu'il est clair -depuis toujours- que des dizaines et des dizaines de milliers de militants communistes (ne faisant pas partie du "milieu", il est vrai) sont massacrés, torturés, emprisonnés de par le monde; que "Battaglia Comunista" n'a, à ce sujet, aucune honte à proclamer "qu'il n'y a pas de prisonniers communistes en Italie", par exemple ! Cela fait sans doute partie de la barbarie capitaliste propre aux pays du "tiers-monde" ! Nous considérons pour notre part qu'il n'y a pas deux programmes, un pour les communistes et un autre pour les prolétaires ! Nous ne collaborons pas avec l'ennemi -et ce sont bien des ennemis de classe, ceux qui, d'un côté, crachent sur les milliers de prolétaires que le capital garde en otage dans ses sinistres cages, et proposent, d'un autre ... la résistance commune des "noyaux communistes" face à l'Etat ! Misère de l'idéalisme ! C'est-à-dire que ces groupes sont disposés à "offrir" leur misérable "solidarité" seulement à ceux qu'ils considèrent

(9) Dans le cadre de la continuité de notre travail sur les perspectives de lutte pour la centralisation internationale de la communauté de lutte du prolétariat, nous développerons prochainement en quoi cette perspective s'oppose et s'affronte à celle du milieu pseudo-révolutionnaire et nous reviendrons sur la globalité de notre critique vis-à-vis d'eux.

comme "communistes". La mise en avant d'une catégorie tout à fait idéologique contraste avec l'attitude invariante des communistes et qui a consisté, par exemple, pour la gauche communiste en Italie, à manifester sa solidarité avec des anarchistes "terroristes" persécutés, tout comme elle manifesta sa solidarité avec tous ceux qui se battaient contre l'Etat.

Comme nous avons essayé de le démontrer tout au long de ce premier article de notre revue, à la base de toutes les distorsions de nos positions, véhiculées à différents moments par différents militants ayant un jour ou l'autre lutté au sein du GCI et s'étant soldées un moment ou l'autre, par la rupture/exclusion de notre cadre organisationnel; à la base de toutes ces distorsions donc, se trouve la démarche **idéaliste** qui considère la Pensée, la Conscience, comme détermination première, comme dominant de l'Etre et qui fait primer l'idée du communisme sur le mouvement communiste réel. Or, pour nous, il ne s'agit pas là d'une simple erreur théorique, mais bien d'une pratique, d'une totalité qui est entièrement contraire à la démarche militante. La conception idéaliste qui sous-tend l'ensemble des déviations auxquelles nous avons dû nous affronter au cours de notre -pourtant encore petite- histoire, ne fait que consacrer et, du même coup, renforcer une pratique anti-organisationnelle. Et c'est avant tout cette pratique, cette force anti-militante, qui dépasse de loin le cadre de notre propre réalité de groupe, que nous devons combattre. Cet éditorial-ci s'est voulu, par la définition et la globalisation de la fin d'une étape déjà longue de huit années d'existence, un maillon de cette lutte.

Les luttes internes pour combattre l'ensemble de ces pratiques anti-militantes ont évidemment à chaque fois ralenti le travail du groupe. Durant cette dernière année plus particulièrement, nous sommes passés par une phase réelle de difficulté de centralisation qui nous a freiné dans le développement de nos axes centraux. Pendant plus d'une année, nous avons dû nous battre contre cette pratique imbécile qui consiste à ne saisir le communisme qu'à partir de l'idée qu'on en a et qui menait à chaque fois aux pires aberrations programmatiques, visant d'une manière ou d'une autre à définir de toutes pièces un "parti" issu de l'idée que ces camarades en avaient : l'association de tous les révoltés de la terre, le regroupement des intellectuels qui "veulent" la révolution ... C'est ainsi qu'autant les "Thèses d'orientation" que nous voulions publier, que la sortie de nos revues centrales en espagnol et en français ont été retardées. Cette décentralisation effective de notre activité est une faiblesse que nous comptons transformer en force, notamment en utilisant, sous forme de textes publics, les leçons des débats qui ont animé le groupe ces dernières années. Pour nous, en tout cas, la lutte continue et la ligne idéaliste dont les porteurs viennent d'être sanctionnés d'exclusion de notre groupe nous aura tout de même permis de faire un pas supplémentaire dans le nécessaire travail de rupture d'avec le centrisme, cette force de la contre-révolution qui porte tous les atours des ouvriers, mais qui n'est que l'ènième tentative de détruire de l'intérieur, par une activité anti-parti, la nécessaire centralisation révolutionnaire.

Une expression de la ligne idéaliste exclue par l'organisation s'est matérialisée par la publication de l'éditorial intitulé "l'Europe des Versaillais" dans "Le Communiste" n°25 et que nous avons critiqué dans un des chapitres de cette introduction. Nos lecteurs trouveront une expression de cette même ligne idéaliste dans la prochaine publication d'une "Brochure de scission avec le GCI" publiée, avec notre aide, par une autre série de militants exclus de notre groupe et dont nous ne pouvons que conseiller la lecture, tant elle exprime à merveille, l'ensemble de la déviation idéaliste critiquée dans ce texte. Les premiers nous traitent de bureaucrates et de léninistes; les seconds nous dénoncent comme anarchistes et modernistes. Nous leur proposons d'aller jouer ensemble leur ping-pong idéologique. Il y a plein de tables libres dans le dit "petit milieu révolutionnaire".

- Février 1987 -

Avertissement aux lecteurs

LES PRETENDUES SCISSIONS DANS LE G.C.I

"Pour faire de la classe ouvrière la véritable représentante des intérêts de l'humanité, il faut que leur organisation soit guidée par l'idée qui doit triompher. Dégager cette idée des besoins de notre époque, des tendances intimes de l'humanité par une étude suivie des phénomènes de la vie sociale, faire ensuite pénétrer cette idée au sein de nos organisations ouvrières, tel doit être le but,etc..." Enfin(NDLR) 'il faut former au sein de nos organisations ouvrières une véritable école socialiste révolutionnaire'. Ainsi, les sections autonomes d'ouvriers se convertissent tout d'un coup en écoles dont ces messieurs de l'Alliance seront les maîtres. Ils dégagent l'idée par 'des études suivies' qui ne laissent pas la moindre trace. ILs la font ensuite pénétrer au sein des organisations ouvrières. Pour eux, la classe ouvrière, est une matière brute, un chaos, qui pour prendre forme, a besoin du souffle de leur Esprit Saint."

LES PRETENDUES SCISSIONS DANS L'INTERNATIONALE - Circulaire Générale de l'AIT par Marx contre Bakounine.

Un ex-camarade exclu du groupe a récemment adressé une lettre à tout le "milieu" pseudo-révolutionnaire gauchiste, pour leur faire part, au nom de quelques autres personnes, de de ce qu'il appelle une scission dans le GCI, lettre dans laquelle on trouve un tissu de mensonges et de falsifications sur la pratique de notre groupe. Le GCI ne vise pas ici à répondre à chacune de ces falsifications, chose impossible pour une organisation de révolutionnaires, qui est, par essence, calomniée de façon permanente; nous voulons ici plutôt dénoncer le noeud méthodologique de ces falsifications.(1)

Face à la période actuelle, marquée entre autre par le sectarisme, l'individualisme, l'atomisation, le repli sur soi, le GCI tente d'organiser, de centraliser une pratique de communauté de lutte, où il s'agit d'abord de reconnaître notre affrontement à l'Etat, notre pratique révolutionnaire commune. Nous parlons ici de l'effort commun pour affronter, assumer l'indispensable réappropriation programmatique sur base et dans le cadre d'une communauté de lutte contre le Capital. C'est ainsi que nous ne jugeons pas les hommes, les organisations sur base de ce qu'ils disent, mais bien sur base de ce qu'ils font. Nous avons constaté une fois de plus que les discours les plus "communistes" sur le monde à venir, ou sur le "Parti à construire", peuvent cacher aujourd'hui une pratique anti-communiste et liquidationniste. Avant tout, il nous faut reconnaître que le camarade exclu de notre groupe a démontré, une fois de plus, sa capacité à mobiliser des personnes (ex-militants à différents niveaux de désimplication) derrière les discours les plus variés, de la même manière qu'il s'adresse au monde du spectacle et du milieu pseudo-révolutionnaire. Il a même réussi à présenter sa propre exclusion, résultant de sa pratique LIQUIDATIONISTE et ANTI PARTI, comme étant une scission de notre groupe, et cela grâce à la magouille démocratique qui consiste à faire signer ses textes par quelques suivistes. Bien plus, il a réussi à occulter les motifs

de son exclusion et à se présenter comme le défenseur du Programme, du Parti, face au soi-disant péril "anarcho-moderniste" (concession évidente au milieu contre-révolutionnaire auquel il veut s'adresser) qui gangrènerait le groupe.
Le futur révèlera, sans aucun doute, plus clairement le caractère calomniateur de ces propos.
Pour le moment, nous nous contentons d'éclaircir la position du groupe vis à vis de ce camarade et de ceux qui a postériori l'ont suivi.
Il nous semble toutefois important de préciser, en référence à ce que nous venons de développer plus haut, que ce camarade n'a pas été exclu pour son discours mais bien pour sa pratique, dans laquelle, de plus en plus, a prédominé l'anti-centralisation et l'anti-organisationalisme, au profit de l'individu libre:
C'est ainsi que le groupe a dû s'affronter à un programme qui développait, par des actes et des théorisations permanentes, une politique fédéraliste d'organisation dans l'organisation, qui agissait pour la constitution de structures internes dissimulées aux structures centrales du groupe, (avec comme camouflage idéologique une série de discours des plus variés, allant de l'apologie du communisme dans une seule maison sous prétexte d'abolir la famille et la propriété privée,... jusqu'à la doctrine de la consolidation de l'avant-garde à l'intérieur de l'avant-garde) et qui allait évidemment de pair avec une remise en question, une méconnaissance systématique de toutes les décisions centrales.
Et comme Bakounine à l'intérieur de l'AIT, (et toujours sous couvert de la théorie de l'avant-garde), le niveau suprême de cette avant-garde en était... ce camarade lui-même (!), qui envoyait ses délégués, pour s'opposer systématiquement aux décisions collectives et centralisées (fédéralisme pratique).
Cette soi-disant "avant-garde" s'est avant tout constituée contre la centralisation communiste, pour et autour d'un individu, prétendument garant du programme révolutionnaire, du Parti.
Cette défense pratique et permanente de "l'individu garant du programme" va ainsi amener cet ex-camarade à l'utilisation des mécanismes démocratiques classiques: textes signés en vue de faire "pression", appel à des assemblées, à des congrès pour "tout" discuter, "tout" remettre en question, tentatives de persuasion auprès de camarades moins formés afin qu'ils suivent en bloc toutes ses prises de positions, politique bureaucratique de l'anti-subtitutionisme, consistant à refuser l'assumation des tâches de la classe sous prétexte de dénoncer les rôles mal-assumés dans le groupe, etc, etc
On doit encore citer parmi ces mécanismes démocratiques, le procédé démagogique qui consiste à se présenter maintenant comme un martyr,simplement parce quedans l'inconscient collectif, les gens "qui souffrent" auraient à priori plus raison que d'autres !!! Mais pour en finir (même si cette liste est loin d'être exhaustive), ce camarade a rompu définitivement le cadre de lutte qui nous unissait, en appliquant ce qu'il a appelé une "grève de la militance", qui pratiquement consistait au sabotage ouvert de tout le centralisme organique, ce qui a déterminé immédiatement, dans une premier temps, sa suspension, et ensuite son exclusion.
Son incompréhension profonde de ce que signifie une grève démontre pratiquement la conception anti-organisative et individualiste du Parti, de cet ex-camarade. Une grève est, pour nous, une partie de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Le fait de considérer et de défendre que cette grève ne visait pas à casser la communauté de lutte, mais à attirer l'attention sur des questions à discuter et bien plus, (en prétendant rester dans le groupe) d'argumenter que les prolétaires font aussi grève contre des organisations ouvrières et de donner l'exemple des marins de Cronstad, c'est dire n'importe quoi pour justifier une pratique individualiste et liquidationiste.

Le lecteur comprendra mieux ainsi le titre de cet avertissement, "une prétendue scission dans le GCI". Le fait que la circulaire de ce camarade exclu soit contre-signé par d'autres, ou qu'elle contienne toute une argumentation, une justification idéologique, ne fait, pour nous, que confirmer la force qu'il a développé pour se couvrir d'une légitimisation théorique nouvelle et ainsi mobiliser d'autres personnes.

Mais malheureusement pour elles, tout ce qui s'est déroulé n'a rien d'une héroîque scission communiste pour la défense du Parti, ni même d'une simple scission (à savoir, la division d'un groupe par l'existence de deux fractions, de deux programmes différents), mais hélas la conclusion logique, en tant qu'individu libre (malgré les suivistes), de quelqu'un dont son involution a été jusquà l'extrême, jusqu'à défendre le niveau suprême du fédéralisme: les sections et les individus, en grève, contre les centres!!!

Certains lecteurs ne nous connaissant pas, se demanderont pourquoi nous ne répondons pas ici à telle ou telle autre accusation théorique lancée contre le groupe et qui demain sera reprise par tout le spectacle gauchiste du "milieu". Notre réponse est claire; ce n'est pas notre objectif! Nous n'avons jamais voulu rentrer dans le jeu stérile des polémiques sur la conscience du devoir être du communisme, typique à ce milieu. Par contre, nous nous sommes sentis obligés face à cette circulaire, d'expliquer pratiquement comment quelqu'un qui a été un camarade, qui a lutté avec nous, ne l'est plus aujourd'hui. Nous voulons ainsi insister et clarifier que le processus d'intégration qui amène des personnes à rejoindre le groupe se fait sur base d'une réelle pratique de communauté de lutte, et de même en ce qui concerne tout départ puisqu'il se fait aussi sur base d'une rupture pratique de cette communauté. Nous ne recrutons donc pas par adhésion à un programme formel; les camarades ne sont pas exclus (ou ne nous quittent pas) pour une/des divergences théoriques mais pour une profonde divergence de pratique.

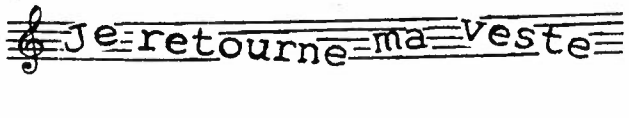
Dans le cas présent, cet ex-camarade s'est situé non seulement en dehors de notre petit groupe par sa pratique individualiste, mais aussi en dehors et contre tout effort organisatif du travail de centralisation de notre classe, travail qui implique nécessairement la lutte contre l'individualisme, le fédéralisme, le démocratisme.

En ce qui concerne les personnes qui ont suivi cet ex-camarade, nous n'avons pas de position unique, étant donné que la plupart d'entre-elles s'étaient déjà désimpliquées à différents degrés de l'activité militante (certains d'entre eux avaient proposé leur démission de toute tâche militante); le GCI reste donc ouvert à toute discussion avec eux, malgré qu'ils n'aient jamais donné leur accord que pour "suivre", et signer au bout d'un page, les justifications individuelles et idéologiques du camarade dont il est question dans cet article, malgré également leur refus de discuter avec les structure du GCI.
La prétention à constituer une organisation de cadres révolutionnaires sur de telles bases, ne peut que nous faire rigoler !!

---

(1) En outre, nous tenons à préciser que nous ne nous adressons pas à tout ce milieu pseudo-révolutionnaire avec lequel nous sommes en total désaccord, mais bien aux lecteurs, aux contacts, aux camarades qui se trouvent dans les différents pays et qui n'ont pas encore l'information nécessaire à ce sujet.

Ce texte n'était pas encore sous presse que nous avions déjà l'occasion de réaliser la prévision de cette dernière phrase: on rigolerait effectivement devant les convergences idéologiques entre les prétendus scissionistes et le CCI, si cela n'exprimait à ce point la misère d'un ultra gauchisme qui ne se survit qu'à lui-même, tout heureux de se retrouver dans une même pratique de fonctionnaires politiques ne justifiant l'existence de leur parlement "petit milieu révolutionnaire" qu'à travers la polémique idéologique et le débat d'idées. Voici donc les deux couplets de la même chanson que nous avons récemment reçu dans notre boîte postale:



"...Nous avons été amené à globaliser nos critiques contre la ligne 'anarcho-moderniste' qui prédominait de plus en plus ouvertement dans le GCI... De nettes déviations praticistes...De graves concessions dans l'analyse du réformisme armé et une oscillation opportuniste quant à la non démarcation claire vis à vis des groupes qui se place de fait sur le terrain de la guerre inter-impérialiste (cf. ses analyses des groupes tels "Sentier Lumineux"). Les insultes des prétendus scissionistes envoyées, entre autre, au CCI!

"La scission au sein du GCI ne peut que nous sembler positive en ce sens qu'elle est une réaction à l'involution nette de cette organisation vers l'anarcho-modernisme. Les critiques formulées, ... nous les partageons d'autant plus que nous les avons formulées depuis des années... Le GCI est empêtré dans les filets de l'anarchisme faisant de la "pratique" et de "l'action" typiquement petite bourgeoise son guide politique; ses prises de position sont ambigües, voire carrément contre-révolutionnaires, dans la caractérisation de la nature de classe d'organisations terroristes (Sentier Lumineux,etc...)... Nous saluons le fait d'adresser cette lettre aux différents groupes du milieu politique révolutionnaire... Ceci passe par la reconnaissance de ce milieu et de toutes les implications en découlant...."
Les félicitations du CCI!

Nous espérons (sans trop nous faire d'illusions !) que les pédantes dérives idéalistes de notre ex-camarade vers le centrisme ne le conduiront tout de même pas jusqu'à la politique de collaboration ouverte que le CCI mène avec l'Etat.

CONTRE LE TERRORISME D'ETAT, DE TOUS LES ETATS EXISTANTS

Les médias, redoutables moyens de façonner l'opinion publique mondiale, instruments fondamentaux de la crétinisation généralisée de toutes les couches sociales en faveur du capital mondial, nomment "terrorisme" les actes de violence ponctuels, réalisés contre des personnes ou des choses, qui n'apparaissent pas directement revendiqués et assumés par un Etat considéré comme légitime par ses pairs. Le terrorisme d'Etat, le terrorisme de "son propre gouvernement", de celui des gouvernement alliés ou même de celui des Etats considérés comme légitimes du bloc opposé, et surtout le terrorisme permanent et généralisé de la police, de la justice, des prisons, des usines, des syndicats, de l'armée, la disparition systématique des combattants, des hôpitaux psychiatriques, etc... ce terrorisme dirigé contre toute la population de la planète, privée, séparée de ses moyens de subsistance et de production (propriété privée-travail salarié), cela n'est pas considéré comme du terrorisme; cela est "naturel", c'est de la violence "légitime" c'est la monopole de la violence "contre le chaos". Dans le règne de l'idéologie dominante, le bourgeois et son idéologue (le journaliste ou le sociologue par exemple) n'ont même pas besoin d'affirmer que le terrorisme d'Etat n'est pas terroriste. Cette "vérité" est une vérité "religieuse" instituée par la "religion" propre à toute la société mondiale capitaliste. C'est une vérité "naturelle" de cette société, si "naturelle" que dans une société esclavagiste, l'esclave n'est pas une être humain mais bien une chose.

Rien de plus "naturel" pour ce système que des millions d'êtres terrorisés face aux forces répressives crèvent de faim et ne puissent s'approprier les moyens de leur subsistance; rien de plus "naturel" pour cette société terroriste que ses droits de l'homme s'appliquent de façon si carnassière aux combattants prolétariens, à tel point que le nombre de disparus pour la seule Amérique Latine approche le chiffre impressionnant de 100.000 et que les torturés et emprisonnés dans le monde se comptent par millions. Rien de plus "naturel" pour le Capital que la production de la planète aie partout comme centre dynamique la production de moyens de terrorisme collectif, de mort et de destruction, alors que la majorité n'a pas de quoi vivre. Rien de plus "naturel" pour le terrorisme démocratique officiel qui siège partout que la défense de la loi de son système implique des années de prisons, la torture ou la mort, pour ceux qui attentent contre sa sacro-sainte propriété privée ou son économie nationale, en s'appropriant ce dont ils ont besoin, en paralysant la production ou en s'organisant contre la liberté de travail (répression des jaunes-piquets de grève).

Le citoyen, réceptacle et reproducteur de cette naturalité sociale, défenseur des lois de l'économie nationale et sa démocratie, est donc préparé à franchir un pas de plus dans l'évolution inéluctable de la société actuelle: la mobilisation nationale pour la défense du terrorisme d'Etat, la collaboration et la délation systématique, la guerre capitaliste.

Pendant l'ère capitaliste, il y eut de nombreuses formes idéologiques utilisées pour consolider les avancées décisives de l'Etat vers le terrorisme généralisé: défense de la civilisation, lutte pour la démocratie ou le socialisme, lutte contre le fascisme, contre le communisme, contre le chaos et le désordre... Mais par excellence la forme la plus appropriée au principe de monopole de la violence en faveur de l'Etat démocratique, est la forme

qui attaque directement, tout questionnement de ce monopole, c-à-d tout questionnement violent du terrorisme d'Etat. Le summum de la démocratie, sa purification, c'est ce monopole exclusif et total, l'Etat libre (clé de tout le programme social-démocrate) (1) libre de tout ennemi. Pour cela, l'anti-terrorisme est par excellence l'idéologie de l'Etat terroriste, bien qu'il doive se présenter combiné à d'autres valeurs propres à tous les **Etats** (la démocratie) ou particuliers à chacun: défense de la révolution islamique, du monde libre, du socialisme, de la libération nationale. Toute campagne anti-terroriste en général, quels que soient ses auteurs, contribue au maintien et au renforcement indispensable du terrorisme d'Etat et convertit ses instigateurs, quelle que soit leur volonté, en agents objectifs du terrorisme d'Etat.

◆

Dans l'actualité internationale de la crise s'accentuant, de nécessité pour le Capital d'imposer violemment l'austérité et préparer sa guerre, le processus généralisé de renforcement du terrorisme d'Etat s'articule autour de 3 axes entre lesquels existe une unité et une cohérence implacables:

1 Une tendance générale, spécialement parmi les grandes puissances, à terroriser leur propre population en fonction d'un ennemi indéfini et monstrueux, "le terrorisme international", tendance derrière laquelle se cache inévitablement la tentative de l'impliquer, de la mobiliser pour chacune des guerres locales à laquelle "son" Etat participe. Cela se concrétise: ▷ en commettant directement ou indirectement (en soutenant, dirigeant, manipulant) des actions terroristes spectaculaires contre la population de ces mêmes pays ou des pays adverses, en cherchant à ce qu'il soit évident que c'est la population en général qui est attaquée et en "démontrant que la guerre du Moyen-Orient continue par exemple à Paris.

▷ en articulant ce qui précède avec la création d'une catégorie en soi, le terrorisme, le terroriste cruel, aveugle et fanatique.

▷ en amplifiant la répression, la présence policière dans les rues, interpellations, contrôles et interrogatoires.

▼

2 Une intelligente alternance entre la terreur ouverte contre toute résistance prolétarienne, et la légitimisation internationale des Etats qui appliquent ou appliquèrent cette terreur ouverte. Par exemple en Amérique Latine, alors que certaines expressions nationales de l'Etat systématisent l'assassinat politique et la disparition comme mécanisme fondamental de gouvernement (Mexico, Pérou, Colombie,... pour ne pas citer les déjà classiques Guatémala ou El Salvador) avec la complicité de tous les gouvernements, d'autres profitent du changement pour se blanchir (Argentine, Uruguay), assurant l'immunité aux assassins et aux bourreaux (en utilisant pour cela tout l'appareil parlementaire et juridique, les fameux droits de l'homme inclus), et constituant ainsi un précédent pour tous les autres.

▲

3 L'existence tant idéologique (conditionnement de l'opinion pulique) que politiquement (répression) en faisant un amalgame systématique entre les actions de guerre irrégulières et de terreur à la population qu'eux-même impulsent, avec les actions de résistance prolétarienne, dans le but non seulement d'isoler les prolétaires combattifs mais aussi de gagner le soutien actif de la population contre toute tentative de réémergence classiste.

C'est à dire que avec la campagne anti-terroriste, faite par l'Etat, on cherche en même temps:
▷ à terroriser la population
▷ à l'impliquer dans la défense des intérêts de "son" Etat
▷ à lui créer un ennemi monstrueux et la tenir prête à se mobiliser contre lui
▷ à réprimer ouvertement le prolétariat avec sa complicité passive et même sa collaboration. (2)

◆

"C'est le propre cannibalisme de la contre-révolution qui développera parmi les masses la conviction qu'il n'existe qu'un seul moyen adéquat pour concentrer, abréger et simplifier les spasmes de cette vieille société agonisante et les sanglantes douleurs d'accouchement d'une nouvelle société: le terrorisme révolutionnaire."

MARX

Comme nous l'avons affirmé à plusieurs reprises, face à cette société terroriste, face à ce terrorisme généralisé de l'Etat, la violence libératrice du prolétariat n'est pas une possibilité parmi d'autres mais bien une nécessité. Et non seulement une nécessité dans le sens que sans elle la barbarie de la société actuelle ne peut avoir de limites, ou que c'est l'unique fin possible à cette barbarie sans fin, mais dans le sens qu'elle est inévitable, que la violence de l'oppresseur détermine et pousse inévitablement au développement de la violence révolutionnaire. (3)

Et c'est cette seconde affirmation, qui oppose totalement notre vision à celle de tout le réformisme.

En effet la social-démocratie, par exemple, dans ses expressions de gauche, ou les "terroristes", dans la terminologie de Lénine ou de Plékhanov (4), reconnaissait aussi la nécessité d'une lutte violente contre l'Etat. Mais pour tous deux, la violence prolétarienne comme lutte contre l'Etat, n'était pas quelque chose qui surgissait nécessairement de la société et de la résistance quotidienne du prolétariat dans sa lutte contre le Capital, mais au contraire quelque chose qu'il fallait introduire de l'extérieur. Pour la social-démocratie le problème clé est celui de la conscience, pour les idéologues du terrorisme, celui de l'action exemplaire. Dans les deux cas ils s'agit d'introduire de l'extérieur à travers une action volontaire, la nécessité de la lutte politique violente contre l'Etat. Ceci pour nous, c'est de l'idéalisme, du volontarisme.

Le terrorisme des opprimés, la violence prolétarienne, n'est pour nous le résultat d'aucune volonté extérieure, d'aucune conscience apportée à la classe, d'aucun élément excitant, d'aucun complot, d'aucun agent extérieur, d'aucun instigateur ou manipulateur. Autrement dit, d'aucun élément idéal ou médiateur. C'est au contraire la réaction matérielle inévitable contre l'exploitation, l'oppression, la dictature de la bourgeoisie. Entre ces deux explications de la réalité sociale il existe une frontière de classe quant à la conception du monde, l'explication social-démocrate-terroriste est inévitablement idéaliste et volontariste, le nôtre se base sur l'évolution matérialiste dialectique de la société.

Plus encore, la révolution ne porte ni la violence ni le terrorisme, mais sa supression, la liquidation non de tel ou tel agent de la violence, mais des fondements généraux de cette société qui font d'elle une société basée sur la violence et le terrorisme. Si le prolétariat est acculé à assumer, revendiquer et exercer la violence contre cette société et tous ses agents, ce n'est pas parce que le prolétariat concentre cette violence en tant que positivité, mais bien au contraire parce qu'il est le pôle négateur de cette société sur lequel se concentre en dernière instance toute la violence. Et en tant que pôle destructeur de toute la société (négation active) il ne peut que nier la violence généralisée et institutionnalisée. Sa constitution en force violente jusqu'à sa dictature de classe n'est que le développement de cette négation active, où toutes les conditions et formes de violence sont déterminées négativement et comme

négations, par la violence de cette société. (5)

Rien de plus absurde donc que de prétendre que la violence de classe vient des révolutionnaires ou que la fonction de ceux-ci est de la créer ou de l'importer au prolétariat. Les révolutionnaires ne "font" pas la violence de la même manière qu'ils ne "créent" pas le parti de la révolution, ils ne "font" pas les révolutions. Au contraire leur fonction est d'agir comme les éléments les plus décidés dans tout ce processus inévitable qui surgit spontanément de la société c'est-à-dire d'assumer en pratique la direction du Parti et de la révolution.

Pour être encore plus clairs et explicites, l'activité consciente et volontaire des communistes, n'est donc pas de porter la violence à la classe, mais de diriger cette violence vers les objectifs propres au mouvement, seule manière d'abréger les interminables souffrances de l'agonie de cette société et de la gestation de la société future. Il s'agit précisément que l'énorme énergie révolutionnaire que cette société génère et concentre dans le prolétariat ne soit pas dilapidée en milliers d'actions terroristes individuelles, plus ou moins disparates (certaines même déforçantes) et sans stratégie d'ensemble. Il s'agit donc d'organiser dans une seule direction jusqu'à l'insurrection, jusqu'à la dictature du prolétariat; le terrorisme rouge, pour empêcher la continuation des massacres sans fin auquel aboutit une guerre sans direction.

Nous en profitons pour éclaircir qu'il n'est pas pour autant question de faire des concessions à l'idéologie social-démocrate "mouvementiste", qui tend à classifier la violence en violence minoritaire ou d'individus isolés et de l'opposer à la violence de "la classe dans son ensemble". La violence individuelle est aussi violence de classe, il n'y a aucun acte dans cette société qui ne soit marqué du signe de classe. L'assassinat d'un patron, une grève sauvage, un piquet de grève qui tabasse des jaunes --actes tous par excellence terroristes (6)-- se distinguent et s'opposent à tous les actes de terrorisme étatiques ou para-étatiques (groupes réformistes avec idéologie "terroriste").

Beaucoup de ces actes peuvent ne pas obéir aux intérêts généraux du mouvement, être tactiquement inadéquats ou conduire à une impasse. Ceci est inévitable de par les propres conditions dans lesquelles le prolétariat est obligé de développer sa violence. Dans la plupart des cas, l'exploité est poussé, acculé, opprimé jusqu'à des limites insupportables... et la rage libératrice s'exprime généralement sans aucune considération tactique. Pour cette raison les révolutionnaires n'exécutent, ne soutiennent ou ne promeuvent pas n'importe quel acte individuel, même s'ils le reconnaissent comme de leur classe. Ils peuvent être d'accord ou être totalement contre l'opportunité et le sens de l'action. Mais pour autant ils ne la condamnent pas, ni n'applaudissent la répression, ou y sont indifférents. Leur attitude est avant tout la solidarité active contre l'Etat répressif, et parallèlement à cela la défense des objectifs généraux du mouvement, en luttant pour concentrer cette force qui pète par tous les pores du système, parfois de manière folle et irrationnelle, et de diriger vers ses propres objectifs: la lutte contre le capital et son Etat.

Si la violence dépendait, comme l'imagine le social-démocrate, de la conscience qu'il lui introduit, l'affaire serait très simple. Seule la violence qui s'exprimerait consciemment comme violence du "Parti révolutionnaire" serait prolétarienne, toutes les actions d'individus ou de groupes isolés seraient bourgeoises ou "petit-bourgeoises" et la position correcte serait leur condamnation. Cette position a toujours mené à la social-démocratie, et elle continue aujourd'hui à mener des dizaines de groupes qui se proclament révolutionnaires (y compris de la "gauche communiste") à applaudir activement l'oeuvre

des bourreaux de l'Etat. Ce fut la position de toute la social-démocratie, du stalinisme et du trotskisme, quand par exemple Van der Lubbe incendia le Reichstag en Allemagne. (7)
Cette position est de bout en bout cohérente avec cette vision volontariste et en dernière instance policière de l'histoire commune à toute la bourgeoisie et à tous les Etats, qui incapables de comprendre le surgissement inévitable d'expressions incontrôlées de violence prolétarienne tentent toujours de découvrir des "agitateurs" qui sont derrière.

La question est bien plus complexe, précisément parce que la violence prolétarienne dans ses formes primaires avant d'être organisée et structurée, "s'exprime" sous n'importe quelle forme, explose de tous côtés. Marx et Engels, (qui comme nous ne furent jamais partisans ni apologistes de la vengeance ou de l'assassinat individuels, de la pose de bombes dans des lieux publics, etc...) reconnaissaient pourtant dans des faits de ce genre la guerre de classe. Ainsi par exemple Engels, qui après avoir énuméré une serie d'actes de ce type, dit: "six attentats se sont produits en 4 mois et tous ont comme cause commune la rage des travailleurs à l'encontre des exploiteurs. Quelle est la nature des relations sociales qui produisent de tels événements? A peine me faut-il le dire. Ces violences prouvent que la guerre de classe est déclarée et que des batailles se livrent publiquement".

Dans le monde d'aujourd'hui, dans tous les pays il y a des centaines d'exemples de ce genre de lutte primaire (si primaire comme par exemple une grève sans tentative de généralisation et sans conscience de s'affronter à l'Etat tout entier), désespérée et sans stratégie d'ensemble contre le capital. Et même si ces actions, de par leur contenu et leur forme sont prolétariennes et clairement opposées et différenciées de celles que l'Etat central ou ses différents agents exécutent, le prolétariat ne les reconnait pas comme telles et ne les différencie pas des actions terroristes individuelles perpétrées par les différents groupes et appareils de la bourgeoisie.

Cet élément objectif et inévitable, dans une situation comme l'actuelle, d'atomisation du prolétariat, de son incapacité à s'assumer comme classe internationale et par conséquence son incapacité à se constituer comme telle, facilite grandement la politique d'amalgame réalisée par l'Etat et la consolidation de sa terroriste campagne anti-terroriste.

Qu'il soit bien clair qu'en rien nous n'affirmons que ce sont les actions terroriste de prolétaires individuels ou de groupes prolétariens qui permettent le renforcement de l'Etat, comme le soutiennent tous les groupes pacifistes pseudo-ouvriers, mais bien au contraire NOUS AFFIRMONS que la putréfaction généralisée de la société (développement explosif de toutes ses contradictions), qui conduit inévitablement au renforcement terroriste de l'Etat, continue à progresser parce que le prolétariat n'agit pas comme force révolutionnaire (seule limite réelle à cette tendance), et que dans l'affirmation de cette tendance le fait de la confusion générale qui règne parmi le prolétariat pour reconnaître et différencier sa violence de celle de ses ennemis, permet à l'Etat de réaliser sa politique d'amalgame, et de renforcer sa campagne anti-terroriste avec les applaudissements et la collaboration de foules de prolétaires atomisés. (8)

En rapport à ceci, il ne suffit plus de parler de conditions matérielles inévitables, de coïncidences factuelles qui rendent possibles et digestes cette politique basée sur l'anti-terrorisme mais il est indispensable de parler d'action consciente, délibérée et policière de la part de l'Etat avec l'objectif de réaliser cet amalgame. Bien que nous n'ayons pas une vision policière de l'histoire, la police participe dans l'histoire. Nous serions aveugles de ne pas reconnaître des actions volontaires et conscientes de manipulation, d'action directe, de la part de l'Etat et de sa police, pour valider sa politique générale de répression, confusion, amalgame. En plus il est évident que quand l'intérêt général de la bourgeoisie est en jeu, et compte tenu de toutes les leçons historiques qu'elle a tirées

de son expérience, celle-ci agit sous une forme plus centralisée, consciente et policière qu'on aurait pu le penser. Par exemple "l'Escadron de la Mort" dans tous les pays où il a fonctionné ou fonctionne encore, est une nécessité générale de l'Etat et il aurait surgi organisé par n'importe quelle fraction du Capital. Cependant, il nous paraît important de ne pas oublier que cette nécessité générale a été assumée consciemment et ouvertement par les appareils centraux de l'Etat. De peur de succomber à une vision policière de l'histoire, on ne peut pas tomber dans l'affirmation, par exemple, que les "Escadrons de la Mort" furent organisés par des appareils autonomes incontrôlés ou par la fameuse "extrême droite". En effet, dans tous les cas, ce fut l'Etat, tout l'Etat et particulièrement le gouvernement, les Ministres, les Généraux et les officiers supérieurs qui les organisèrent.

Vu la faiblesse générale du prolétariat à agir comme classe, comme force indépendante, la première chose qui objectivement favorise la politique d'amalgame de l'Etat est la coïncidence formelle entre les objectifs que le prolétariat, plus ou moins confusément, désigne comme ses ennemis et que parfois individuellement ou groupusculairement, il attaques et ceux qui sont la cible d'une série de groupes nationalistes, staliniens, foquistes, pseudo-révolutionnaires et pseudo-communistes (9): certains appareils d'Etat, certaines sociétés ou entreprises, certains patrons particulièrement haïs,... Si nous laissons de côté le fait que dans la majorité des cas, ces actions, loin de contribuer objectivement au mouvement au contraire le désorganisent (ce n'est pas la finalité de ce texte de démontrer la désorganisation et passivité que l'activisme exemplaire et spectaculaire produit) ce qui est clair c'est que ce type d'actions qui cherche à gagner les prolétaires pour les utiliser comme chair à canon dans leurs guerres impérialistes, permet au centre de l'Etat (10) (et nous répétons, vu la faiblesse générale de la classe prolétarienne à opposer une politique totalement autonome et clairement différenciée aux yeux de toute la population), d'amalgamer toute action de résistance prolétarienne avec ce type d'action de groupes bourgeois. La répression consécutive, basée dans l'amalgame en question, non seulement permet à l'Etat de s'affirmer en général mais également dans presque tous les cas, elle liquide le peu d'autonomie prolétarienne qui était en gestation: élimination physique, emprisonnement des militants prolétariens,... et ceux qui en réchappent, dans leur isolement, ont beaucoup de mal à résister pour ne pas sombrer dans le nationalisme d'opposition (11).

Compte tenu de l'absence totale de différence de programme entre ces groupes nationalistes et leur propre gouvernement, ces groupes sont facilement infiltrables, manipulables, manoeuvrables vers d'autres objectifs plus centraux de l'Etat jusqu'à la proposition de collaboration ouverte (12). Dans quelques cas cela permet même aux forces centrales de répression de les faire oeuvrer en fonction des intérêts généraux de l'Etat face à toute tentative de poussée d'autonomie prolétarienne (13).

Mais parfois tout cela ne satisfait pas les appareils centraux de l'Etat, les fractions du Capital qui contrôlent le gouvernement. Leurs intérêts particuliers de fractions et leurs intérêts généraux de classe les impulsent non seulement à financer, soutenir, accorder un appui logistique à tel ou tel groupe terroriste, mais même à organiser des actions "terroristes" (14) spectaculaires contre une autre fraction ou en général contre la population pour la terroriser et arriver à la gagner à sa politique générale de répression. Il est connu, bien que trop partiellement pensons-nous, que les services secrets des grandes puissances --comme la CIA ou le KGB-- participent systématiquement non seulement à la création des appareils pseudo-parapoliciers, mais aussi aux attentats et actions armées directes contre l'ennemi impérialiste de classe. Ce qui nous préoccupe directement n'est pas bien sûr, les essais successifs de liquidation de Fidel Castro de la part de la CIA, ou de la réitération systématique d'accidents ou l'on se débarrasse d'un Torrijos ou d'un Samora Machel. En fin de compte, ils n'ont qu'à s'arranger entre eux. De même nous ne croyons pas à l'histoire qui raconte que la première guerre mondiale s'est déclenchée à cause de l'attentat de Sarajevo.

Ce qui nous importe ce sont les attaques directes déclenchées contre notre classe, ainsi que ce que nos ennemis réussissent à faire: mobiliser notre classe pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres, sur base d'une multitude d'attentats et contre-attentats dirigés centralement par les diverses expressions nationalistes de l'Etat mondial.

L'actualité récente est saturée de révélations décisives sur la complicité directe des appareils centraux de d'Etat avec les actions terroristes dans le monde entier. Une énumération systématique est impossible. De plus nous ne possédons pas --et cela ne nous semble pas indispensable-- les détails sur les complicités de ces associations illégales de malfaiteurs que constituent tous les gouvernements. Mais citons quelques exemples: que l'anti-terroriste Mitterand, avec tout son gouvernement socialiste, planifia jusque dans les moindres détails, l'attentat terroriste contre le bateau écolo de Greenpeace, de cela plus de doute . Il n'est pas non plus contradictoire que l'anti-terroriste Reagan ne se soit pas contenté d'un appui logistique et ait financé la guérilla nicaraguayenne actuelle, ni qu'il ait parrainé le manuel du parfait petit saboteur de la production de ses adversaires. En parfaite cohérence avec sa défense de l'anti-terrorisme il n'est pas étonnant que ce monsieur ait organisé le bombardement des deux principales villes lybiennes. Sur ce type de terrain, Israël l'avait précédé, le fait de bombarder une ville entière ou en partie n'est pas considéré comme un fait de guerre, mais simplement (comme l'avala cette putain d'opinion publique occidentale !) une action parfaite d'anti-terrorisme: le bombardement de certaines positions de l'OLP (et qui garantit que l'on bombarda seulement cela ?) à Tunis se fit avec la bénédiction de tout le monde. L'explosion d'une bombe à la suite de laquelle crèvent une poignée de soldats assurant la présence militaire nord américaine et la puissance impérialiste du bloc USA, "c'est du terrorisme", le bombardement d'une ville comme riposte supposée ne l'est pas, "c'est de l'anti-terrorisme". Et tous les moyens de désinformation internationaux nous martèlent ça (il va de soit que dans l'autre bloc c'est un message identique, mais à l'envers !). La chose est si absurde et grossière qu'il paraîtrait impossible que les gens puissent y croire, mais ils y croient ! Les médias jouent leur rôle à merveille: ils informent ce qu'on leur dit d'informer. Mais plus encore. En Occident on dit que les agents occultes qui dirigent le terrorisme seraient les gouvernements de Lybie, d'Iran, de Syrie. Mais aujourd'hui personne ne peut nier que les chefs du terrorisme iranien sont armés en coulisses par les chefs de l'anti-terrorisme occidental et chrétien: les USA par ordre express de Reagan. Mais comme en même temps les chefs du terrorisme syrien --il y a assez d'intérêts économiques en jeu-- sont armés par l'Etat français, celui-ci ne peut accepter la thèse de l'Etat anglais. Mais ça ne s'arrête pas là. Le chef du gouvernement français, qui officie durant la seconde phase de la campagne anti-terroriste (la 1ère fût initiée par Mitterand au début de son mandat) avec l'approbation de lois spécifiques, ne lésina sur aucun effort, sur aucun détail dans sa politique d'amalgame (par exemple en inaugurant son mandat avec une opération générale d'interpellations, détentions et interrogatoires de militants prolétariens --spécifiquement dirigée vers notre groupe-- justifiée par un soi-disant attentat qui n'eut jamais lieu, alors que tous les médias le commentèrent comme un fait advenu); il se distingua par sa ténacité à défendre les relations commerciales et militaires avec la Syrie et d'autres états du Moyen-Orient; ensuite, après des dizaines d'hypothèses sur la dernière vague d'attentats particulièrement criminels, il annonça qu'elle avait été organisée par les services secrets d'Israël. Que ce soit une possibilité nous n'en doutons pas, de la même manière que nous ne doutons pas que derrière ce même attentat se trouvent les propres services secrets français et/ou leurs alliances et brouilles successives avec d'autres services secrets Etats du Moyen-Orient.

En réalité ça ne nous intéresse pas qui est derrière dans chacun des cas. L'imbrication des intérêts économiques qui en dernière instance les détermine tous, est trop complexe. Cette brève énumération non-exhaustive nous a seulement servi à mettre en exergue que derrière toutes ces campagnes anti-terroristes, l'Etat tire ouvertement

toutes les ficelles (en impulsant ou dirigeant ce type d'actions "terroristes" pour atteindre tous les objectifs déjà cités et renforcer son terrorisme général d'Etat); pour laisser bien clair qu'entre ce terrorisme et l'anti-terrorisme d'Etat il y a complète et totale cohérence, que tout cela s'oppose à la violence prolétarienne qui est l'unique frein réel et définitif au terrorisme généralisé de la société actuelle.

◆

Face au terrorisme d'Etat omniprésent, face au terrorisme de tous les Etats existants, la réalité dominante parmi le prolétariat continue à être l'atomisation, la contemplation passive du spectacle inter-terroriste de nos ennemis, agrémenté des détails les plus morbides et macabres par les moyens de communication-crétinisation internationaux. Il est certain que ne manquent pas les actes héroïques de prolétaires qui déchaînent ici ou là une bataille ponctuelle, une grève qui déborde toutes les prévisions et qui terrorise tout le capital, une ou plusieurs manifs violentes qui attaquent des centres d'Etat (au moment d'écrire ces lignes, tombent des nouvelles d'importantes luttes prolétariennes dans plusieurs cités algériennes) etc... Mais ces actions n'ont pas encore de continuité, de perspectives communes, de plan d'ensemble. Plus encore, les différents segments du prolétariat international qui luttent successivement ne sentent pas encore qu'ils développent une même guerre pour les mêmes intérêts et contre les mêmes ennemis (15) (ne parlons même pas d'une classe consciente de son projet universel); et après une lutte sporadique il retourne à la situation générale d'atomisation et d'impuissance face à la barbarie du Capital. Nous ne doutons pas que ces explosions seront dans un futur prochain encore plus grandes et importantes. Le problème, c'est comment cette communauté sporadique de lutte et de coïncidence dans l'action, se transforme quantitativement et qualitativement en une communauté d'action et de direction avec des perspectives internationales, comment elle se coordonne, elle se centralise, comment on assure une continuité, comment naît l'indispensable direction, etc... sans quoi nous irions vers une autre défaite du mouvement. Répondre adéquatement et pratiquement à ce gigantesque défi historique est le devoir des militants révolutionnaires. (16)

"Les communistes savent que ces attentats sont le produit de la lutte des classes et s'attachent à établir les causes politiques de l'attentat individuel. Leur attitude politique envers ces derniers ne les amènera jamais à encourager l'oeuvre répressive contre les terroristes, mais à développer la conscience politique des masses, car c'est dans l'épanouissement d'un mouvement prolétarien qu'il est possible de coordonner l'éclosion de ces gestes de violence individuelle. S'il revient uniquement aux machinations policières de rendre juridiquement responsable les communistes des actes de terreur individuelle, il appartient aux communistes de riposter en montrant que ce sont les conditions de terreur politique exercée par les gouvernements pour empêcher l'évolution d'un mouvement prolétarien, qui portent la responsabilité de l'apparition des attentats individuels..."

Bilan n°15 p. 505-506.

▲

(1) cf. Marx: "Critique du Programme de Gotha".

(2) Les dites sanctions contre tel ou tel Etat accusé de soutenir le terrorisme, les ridicules mesures au nom des droits de l'homme "contre" l'Etat en Afrique du Sud, le spectacle juridique du procès des coupables des "excès" en Argentine, sont bien sûr en cohérence totale avec cette politique de l'Etat.

(3) Cette affirmation ne doit pas être perçue linéairement, nous ne somme pas partisans de l'idéologie où l'on applaudit au terrorisme d'Etat pour que "s'aiguisent les contradictions"(matérialisme vulgaire), parce qu'il est clair que pour nous, à partir d'une accumulation de défaites, le terrorisme de la contre-révolution peut arriver (il y a assez d'exemples !) à balayer de la planète le prolétariat comme classe, qui réémergera (aussi inévitablement) longtemps après.

(4) Nous refusons la terminologie qui admettrait l'existence d'un terrorisme ou de terroristes en général. Pour nous le terrorisme a été et sera toujours de classe: terrorisme révolutionnaire ou terrorisme contre-révolutionnaire. Néanmoins il existe une idéologie qui fait l'apologie comme "théorie révolutionnaire" d'une certaine action terroriste spécifique. Cette idéologie. inévitablement liée au populisme et au réformisme, et qui constitue encore la base d'adhésion de centaines de groupes pseudo-révolutionnaires dans le monde (la plupart d'entre eux clairement bourgeois et liés à un projet d'Etat Nation), fut critiquée et caractérisée adroitement par Lénine dans son texte "l'aventurisme révolutionnaire" (Oeuvres T. VI). Les traces invariantes de cette idéologie volontariste, idéaliste, matérialiste mécaniciste sont: l'idéologie du "transfert de forces", selon laquelle chaque acte terroriste "suce" de l'énergie à l'Etat et la transmet à ceux qui luttent, l'idéologie de l'apologie de l'individu "invisible", "invincible", "inssaisissable", en opposition à la vulnérabilité de la "masse", l'idéologie de l'excitation, de l'action exemplaire,... enfin une vision de l'histoire qui substitue les contradictions de la société du Capital et l'inévitable accentuation de la lutte des classes, par une vision basée sur la lutte entre des individus, les uns personnifieraient l'Etat, (la théorie selon laquelle "machin" serait le "coeur de l'Etat" est de ses variantes modernes), les autres personnifieraient les héros, les "révolutionnaires", c-à-d la lutte appareil contre appareil, où le prolétariat est réduit à une simple masse spectatrice. Cf à ce sujet, notre texte dans Le Communiste n°17 et 19: "Critique du réformisme armé". En Amérique Latine le foquisme rural et urbain constituent des expressions évidentes de cette idéologie réformiste, bourgeoise.

(5) Toutes les déterminations de la lutte du prolétariat et par là-même son programme, sont la négation pratique de ce système.

(6) Nous en profitons pour combattre l'idéologie qui associe terrorisme à bombe ou assassinat, la bourgeoisie étant terrorisée par toute véritable action de classe qui marque réellement l'émergence du prolétariat comme force.

(7) Très différente fût bien sûr la position de la véritable gauche communiste. Cf. Bilan "A propos de l'affaire Van der Lubbe". In Le Communiste n°22.

(8) "Prolétaires" atomisés collaborant avec l'Etat: le lecteur attentif notera une incohérence avec notre terminologie habituelle, mais ici nous voulions faire référence à un secteur spécifique de la société (ceux qui n'ont rien à perdre, ceux qui sont objectivement intéressés par la révolution sociale)et pour cela nous n'avons pas

utilisé le citoyen, le peuple, la population, comme nous l'avons fait auparavant. Il pourrait aussi se désigner sous le terme "d'anti-prolétarien", dont l'expression la plus achevée est sans conteste celle de s'entretuer mutuellement dans la guerre impérialiste. Il est négation capitaliste du prolétariat, par opposition à la négation révolutionnaire: liquidation de toutes les classes sociales, autosuppression communiste du prolétariat.

(9) Comme par exemple: les FARC ou M19 en Colombie, les Sandinistes dans le passé au Nicaragua, les Montoneros et les Tupamaros dans le passé en Argentine et Uruguay respectivement, le MIR au Chili, ELN en Bolivie, ETA en Espagne, BR en Italie, OLP partout, etc...

(10) Pour nous tous ces groupes font partie intégrante de l'Etat du capital mondial. Nous désignons comme centre de l'Etat en particulier le gouvernement et la direction à ce moment là des forces répressives (souvent elles changent de mains, cf. le rôle actuel du sandinisme).

(11) Cf. "Exil, révolution et contre-révolution " dans Le Communiste n°25.

(12) Cf. par exemple les innombrables nuances proposées par les BR; depuis les ouvertement collabos jusqu'aux "vrais" combattants en passant par les repentis, les dissociés, etc... Cf. également le résultat des arrangements entre militaires, Montoneros et Tupamaros qui arrivèrent à se mettre d'accord sur une lutte commune contre "ceux qui pillent la nation", "contre les illégalités économiques" ou sur un programme pour le "bien-être" national ou bien encore le travail de mobilisation réalisée par les Montoneros pendant la guerre des Malouines.

(13) Une bonne contribution à ce thème en particulier sur le cas italien, se trouve dans le pamphlet "Prolétaires, si vous saviez" - "Le laboratoire de la contre-révolution Italie" 79/80.

(14) Comme nous l'expliquions au début, pour nous toute action de l'Etat est terroriste; pour cela nous notons entre parenthèses cette forme particulière d'action terroriste ponctuelle et irrégulière. Le contraire serait une concession à ce que nous dénoncions au début de ce texte.

(15) Sentiment qui existera clairement et universellement au début du siècle, en 17/21 et dans une moindre mesure entre 67/73.

(16) Cf. La "Propuesta Internationale" dans Le Communiste n°25 qui constitue un apport dans ce sens.

Nous soulignons

Nous estimons important de republier la prise de position que nous avons défendue au travers de ce tract, diffusé en Espagne par nos camarades, à la suite de l'attentat du supermarché Hypercor à Barcelone le vendredi 19 juin et qui s'est soldé par la mort d'une vingtaine de prolétaires. Cet attentat intervient à un moment où règne un ras-le-bol généralisé dans la classe ouvrière qui parvient dans certains cas à se réapproprier la violence de classe nécessaire à la défense de ses intérêts. (cf. Reinosa,...)
Cet attentat marque un saut qualitatif dans le renforcement de la campagne anti-terroriste de l'Etat, mise en avant par la bourgeoisie pour récupérer les prolétaires sur son terrain et conserver ainsi le monopole de la violence, pour la défense et la perpétuation de son système d'exploitation et l'écrasement du prolétariat.

TRACT

E.T.A. et Police, même saloperie:
CAPITAL ASSASSIN

Prolétaires:
Nos ennemis se divisent le travail.
D'abord, les patriotes basques posent des bombes dans des centres ouvriers...
Ensuite, les mercenaires de la patrie espagnol les laissent sauter.

Prolétaires nous n'avons pas de patrie !
Etre patriote c'est être assassin !

La souveraineté et l'indépendance de l'Euskadi est le massacre du prolétariat...
La défense de la liberté des différentes communautés d'Espagne sert à renforcer -l'anti-terrorisme- la répression contre les prolétaires qui n'acceptent pas de porter leurs chaînes.
Ils défendent tous les Etats basés sur la négation humaine, sur notre transformation en marchandise qui entre en relation selon la loi de la valeur. Ils combattent tous comme classe pour nous transformer en citoyens -électeurs-, chair à canon de leurs intérêts bourgeois.

Mort à la démocratie et au citoyen !
Vive le Prolétariat !

Camarades: pour reproduire ce monde de merde, les Partis parlementaires et les syndicats utilisent la violence contre-révolutionnaire de l'E.T.A. comme excuse pour essayer de nous unir à eux et marcher ensemble "Contre toute violence". C'est comme si on organisait nous même notre esclavage !

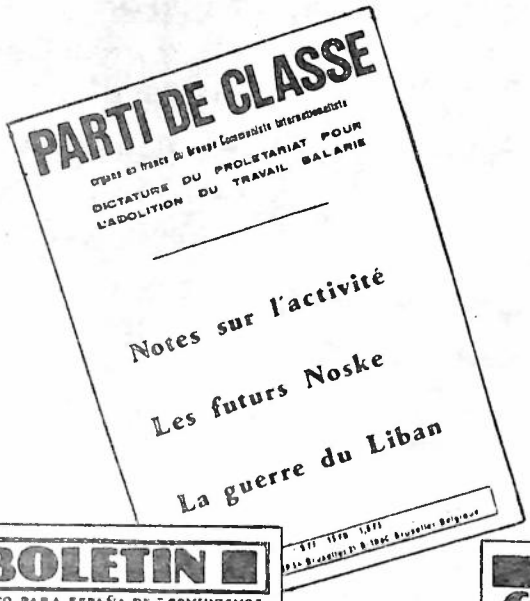
A bas l'anti-terrorisme !

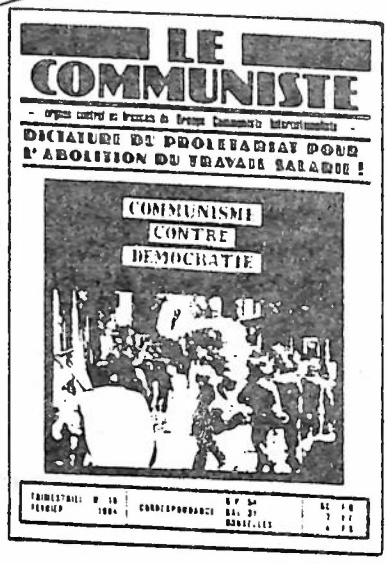
Etendons et centralisons la terreur prolétarienne contre le Capital !
Jusqu'à imposer notre dictature sociale qui détruira le Capital !
Jusqu'à ouvrir le passage à une communauté Humaine mondiale sans classes ni Etats!
Avec ou sans armes, E.T.A. et les Partis qui l'appuient font partie de cette société qui nie notre existence. Ils se préparent comme force de choc anti-prolétarienne, comme solution de rechange lorsque les gouvernements actuels tomberont.
Dans cette guerre entre bourgeois, comme dans toutes ces disputes, le prolétariat n'est pas neutre, mais défaitiste contre toutes les bandes contre-révolutionnaires.
C'est au travers de ce terrorisme révolutionnaire qu'existe et se renforce la communauté de lutte de notre classe.

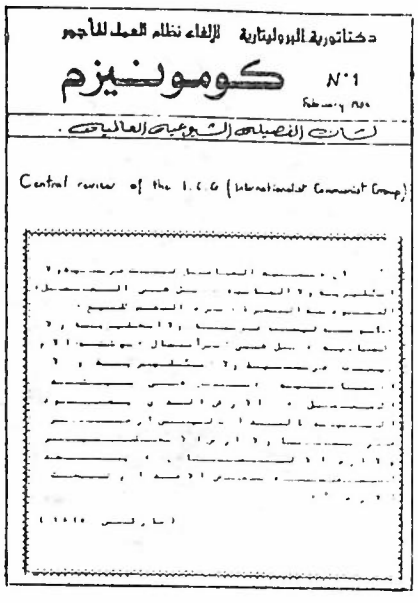
Contre le Capital sous toutes ses formes !
Détruisons tous ses Etats et ses organisations !
Ni basques ni espagnols: Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

G.C.I. 21 juin 1987

NOS PUBLICATIONS







CISJORDANIE, GAZA, JERUSALEM...

EN REPONSE A LA LUTTE DES PROLETAIRES,

CE QUE PREPARE LA BOURGEOISIE

(UNE FOIS DE PLUS) :

LE MASSACRE!

Des émeutes dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, la bourgeoisie mondiale, toutes fractions confondues -de l'OLP à Reagan en passant par les Etats d'Israël, de Syrie, d'Egypte et Cie- quelles que soient la place qu'elles occupent et les solutions qu'elles proposent dans le conflit, veut en faire un problème strictement "palestinien" et couvre le bruit de ses chars, bastonnades et pilonnages de discours sur le "droit ou non à l'autodétermination du peuple palestinien".

Mais à Gaza, en Cisjordanie, au Liban ou ailleurs, quand des camps dans lesquels ils ont été si généreusement (!) parqués, les dits "réfugiés palestiniens" (qui viennent autant de la Palestine, de la Syrie, d'Irak ... d'Afghanistan ou encore du Pakistan) commencent à lancer leurs cris de révolte, à s'insurger contre les conditions de vie effroyables qui leur sont imposées, c'est bien de la lutte d'une clase qu'il s'agit, d'une classe dont la condition de prolétaire est là plus exacerbée qu'ailleurs mais d'une classe mondiale qui se retrouve dans tous les camps de concentration du monde capitaliste, que ce soit ces camps de la mort, les prisons et leurs palais de justice dominant les quartiers ouvriers, les parcs à bestiaux si joliment appelés "foyers pour travailleurs immigrés", les bidons-villes, ou encore nos bagnes de travail communément appelés usines, entreprises, ... quand on n'est pas encore relégué dans le camp des surplus.

Depuis des siècles zone d'attraction de capitaux et d'enjeux stratégiques, l'historique Palestine, cette bande de terre coincée entre la mer et le désert, convoitée par des fractions bourgeoises rivales du monde entier, a connu différentes vagues de conquête, âpres guerres de rapine se faisant toujours sur le dos des prolétaires courbés au travail ou dans les tranchées et, à l'issue desquelles, des traités, pactes et cie viennent ratifier le rapport de forces établi entre les différentes forces en présence. L'un des derniers en date est celui donnant lieu à la création de l'Etat d'Israël, confirmé et étendu dans sa fonction de gendarme garant de l'ordre capitaliste dans toute la région par la guerre des six jours où celui-ci s'annexe en plus le contrôle de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan.

Historiquement aussi :
- contre les différentes vagues d'expropriation où des couches de plus en plus larges de la population se sont vues dépouillées de tout, chassées, déportées, parquées dans des camps, sous contrôle militaire permanent quand elles n'étaient pas simplement (sic) massacrées ...
- du fait de l'important brassage provoqué par ces différentes vagues de migration et de la concentration forcée de ces masses prolétarisées,

cette plaque tournante du Moyen-Orient est aussi marquée par une tradition d'intenses luttes prolétariennes ('21, '25, '29, '33-'36, ...)

Et, à la mesure de la force de ces luttes, la bourgeoisie, l'ensemble de la bourgeoisie mondiale regroupée derrière et sponsorisant de plus en plus l'Etat d'Israël —réalité mondiale qui dépasse bien largement les frontières de l'ex-Palestine, ne fût-ce que la diaspora aux USA, et qui préexiste bien avant sa juridiction de '48— a systématiquement répondu par une répression féroce.

Par exemple, en 1936, après six mois d'une grève générale largement suivie dans les ports et paralysant jusqu'à la raffinerie de pétrole de Haïfa, après trois ans aussi de lutte dans les campagnes contre les grands propriétaires fonciers tant palestiniens qu'anglais ou sionistes ... les Chefs d'Etat d'Arabie, d'Irak, de Transjordanie ... commencent à s'alarmer du développement quasi insurrectionnel de la lutte et exhortent la "fière nation arabe en Palestine, à retrouver la paix, à mettre fin à la grève et aux troubles", discours qui se traduiront par l'assassinat de plus de 5000 grévistes, l'arrestation de 6000 autres ... par les armées arabes, anglaises et sionistes.

En '48, à l'issue de la guerre israélo-arabe, c'est l'occupation par l'armée israélienne, l'évacuation générale, la destruction de villages entiers ... place au sionisme ! Avec le massacre de Deir Yassine en '49, dès le début de sa consécration, l'Etat d'Israël donne le ton : pour les prolétaires sur qui la bourgeoisie ne peut pas compter pour identifier leurs intérêts et se sacrifier à la cause sioniste, c'est l'exode forcé hors des frontières du nouvel Etat. Les familles sont disloquées et repoussées vers la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ceux qui refuseront de tout abandonner seront massacrés.

Les visées expansionnistes de l'Etat d'Israël ne s'arrêtent pas là. En '67, plus de 10% de la population en Israël (96.000/950.000) sont au chômage, capitaux et capitalistes désertent le pays. Les Etats avoisinants voyaient déjà avec ambition leur rival s'affaiblir, mais la guerre des six jours met un terme à ces convoitises. L'armée israélienne occupe la bande de Gaza et la Cisjordanie. Une fois de plus chassés et contraints à l'exil, beaucoup de prolétaires fuient alors au Liban et en Jordanie, mais partout indésirables, ils seront parqués dans des camps, militairement gardés.

Ces concentrations prolétariennes, criantes de misère, surpeuplées et sous les feux constants de la répression ... massées aux frontières, sont dès lors, comme une grenade dégoupillée que les différents Etats concernés se relancent. Mais s'il est une chose sur laquelle ils sont tous d'accord, c'est sur la" "solution" à apporter à ce "problème" : le génocide.

Pour tous, faute de pouvoir l'éliminer immédiatement, il s'agit du stockage d'une main d'oeuvre dans laquelle il est loisible de puiser et rejeter à peu de frais, selon les besoins de la production, la force de travail nécessaire.

Mais, que ce soit sous "administration" égyptienne, jordanienne, des forces de l'ONU, syriennes, libanaises ou israéliennes ... ces conditions de vie n'ont pu être maintenues que du fait d'un état de siège quasi permanent et du recours d'autant plus rapide au massacre que la masse de prolétaires produite et reproduite dans ces camps, excède en nombre les besoins d'armée industrielle de réserve du capital, et que cette concentration énorme de prolétaires constitue un potentiel de lutte, dangereux pour la bourgeoisie.

Et, comme on a déjà pu le voir dans l'application de la terreur d'Etat contre le prolétariat, pour parer à toute éventualité d'extension de la lutte, pour surtout éviter que cette haine qui habite les camps ne se transforme en haine de classe de tous les prolétaires -"palestiniens" et autres- contre tous les représentants de l'ordre bourgeois, à chaque phase de recrudescence des affrontements de classe, c'est l'ensemble des armées bourgeoises, soutenant et complétant les troupes israéliennes qui ont été mises à pied d'oeuvre.

En 1970, pendant qu'Israël amasse ses troupes sur le Jourdain, c'est l'Etat en Jordanie qui prendra en charge ce qui portera le nom de sinistre mémoire : septembre noir, c'est-à-dire la liquidation des émeutes par l'extermination des émeutiers. Dans la seule ville d'Amman, on compte près de 20.000 morts touchés par les bombardements continus d'écoles, de mosquées, d'églises et d'hopitaux dans lesquels ils s'étaient réfugiés vu que leurs maisons avaient été détruites ... tandis que, parlant au nom du "peuple

palestinien", les organisations, fronts ... de résistance ou de libération nationale se mettaient à l'écart des événements et qu'Arafat faisait le tour des différents chefs d'Etat arabes pour les assurer de leur bonne conduite et de leur innocence à l'égard des affrontements précédant le massacre.

En 1971, au nom d'une campagne "antiterroriste", les réservistes préposés au maintien de l'ordre à Gaza, furent remplacés par des unités d'élite de parachutistes. Gaza fut découpée en secteurs et passée au peigne fein. Les plantations qui gênaient le quadrillage de la ville sont rasées, les maisons des ruelles étroites qui empêchaient l'accès des blindés aux camps de réfugiés, abattues, forçant à nouveau de dizaines de milliers d'habitants expropriés à s'entasser dans d'autres parties de la ville. Les paras ratissèrent les maisons. Chaque cave susceptible d'abriter des "terroristes" fut scellée au béton.

En juin '76, toute une série de grèves, manifestations, émeutes éclatent aux confins des Etats libanais, syrien, jordanien et israélien. Après les tentatives infructueuses des diverses formations de l'OLP de désarmer elles-mêmes le mouvement, celles-ci se retirent pour laisser les armées syriennes et libanaises organiser le massacre de Tell-el-Zaatar. Pendant cinquante deux jours, les prolétaires des camps résisteront à l'offensive militaire, résistance qui ne fut possible que par l'aide des prolétaires de Jordanie et du Liban qui organisèrent des actions de solidarité, par le sabotage à l'arrière des lignes se refermant sur les camps et notamment par l'approvisionnement en eau des prolétaires assiégés. Arafat, après avoir rendu ses hommages aux différents chefs d'Etat, charognard parmi les charognards, revient et dit aux prolétaires s'occupant de leurs morts, dire que s'ils sont si nombreux étendus là, c'est parce qu'ils n'ont pas suivi ses consignes !

En 1982, lorsque les armées israéliennes envahissent le Sud-Liban, c'est avec l'objectif clair de briser la nouvelle flambée de violentes manifestations qui avaient éclaté de manière concomitante dans tous les principaux camps de Cisjordanie, Gaza et du Liban. L'Etat au Liban, devenu le réceptacle de toutes les tensions du Moyen-Orient était affaibli, déchiré entre les diverses fractions qui, sans prétendre rivaliser avec Israël, tentent malgré tout de se tailler la meilleure place à sa suite dans le rapport général des forces en présence dans la région, en prévision des négociations qu'une nécessaire période de stabilisation va imposer. Démonstrations de forces se concurrençant notamment dans la capacité à massacrer les derniers centres de dangers d'explosion des luttes, comme le montrent les charniers de Sabra et Chatila, Bourj-el-Brajneh, aujourd'hui encore continuellement bombardés. Guerre dans laquelle les milices chiites, chrétiennes ou druzes, les unes principalement soutenues par la Syrie, les autres par Israël, de même que les composantes de l'OLP qui interviennent aussi dans ces sombres alliances ... se disputent l'honneur d'amonceler le plus grand nombre de cadavres de prolétaires non seulement "palestiniens" mais, quelles que soient leur "identité" ethnique ou religieuse. Les charognes n'hésitent pas, quelques fois, à faire étalage de leur repas, cf. les dires du général Rabin à la Knesset, qui, en réponse aux critiques de la "doite", répond : "Moi, j'ai expulsé trois fois plus de palestiniens que vous, le Likoud!" (déc. '87).

Aujourd'hui, un nombre de plus de plus important de bourgeois du monde entier se rend compte que la question des camps n'est plus tenable. Non parce qu'un brin d'humanité aurait attendri leur coeur qui, depuis toujours, ne répond qu'à l'appel métallique et froid de l'argent qui sonne, mais parce que pour tous, il devient clair que la situation pourrait devenir "incontrôlable" même par les forces de l'OLP ! Un militaire israélien, membre du Kiboutz Beit Gouvrin, en poste à Jebalya, déclare : "L'explosion est inévitable, cette situation honteuse de pauvreté sont les ingrédients d'une bombe à retardement".

°°°°°°°

Aujourd'hui, des "territoires occupés" (Cisjordanie et Gaza), tous les jours, près de 120.000 ouvriers partent travailler en Israël. Il fait encore nuit quand les camions viennent les chercher et il fera à nouveau nuit quand ils seront ramenés de même, avec interdiction formelle de séjourner en Israël. Leur salaire est de moitié moindre que celui

d'un ouvrier de nationalité israélienne, plus de 40% de ce qu'ils gagnent retourne immédiatement à l'Etat d'Israël sous forme de taxes.

A Jebalya, camp de 45.000 réfugiés à Gaza, le camp est un dédale de ruelles qui n'ont parfois pas plus de 80 cm de large. Les égoûts débordent, et avec un taux de densité de population des plus élevés du monde, il y a toujours du monde dans les rues; les enfants courent pieds nus dans les tessons de bouteilles et les morceaux de ferraille.

Au camp de la plage, toutes les barques de pêche sont obligatoirement peintes en jaune vif pour être plus facilement repérées et il est interdit aux pêcheurs de s'éloigner de plus de 12 km des côtes.

A Deishe en Cisjordanie, à Naplouse aussi, toutes les ruelles du camp ont été obturées avec des fûts de béton afin d'obliger tout le monde a emprunter la même voie d'accès. La nuit le camp est éclairé par des projecteurs et la route est barrée par des barbelés.

Et quotidiennement : -interdictions de sortir du camp -obligation de se tenir pendant des heures, debout, sous un soleil de plomb, sans eau -descentes surprises dans les maisons -fouilles corporelles -interrogatoires de nuit ...

Régulièrement, en guise de représailles, des habitations, hopitaux, écoles, sont rasés au bulldozer ou dynamités ...

Et, de plus en plus : les colons qui se chargent eux-mêmes d'expéditions punitives, 22 long rifle en bandouillère, contre ceux qui ont osé lancer des pierres ou chaparder dans leurs propriétés !

Aujourd'hui aussi, c'est la première fois dans l'histoire des affrontements en "territoires occupés" que la participation aux manifestations est aussi massive, débordant largement l'encadrement par l'OLP, première force sur le terrain qui veut faire de cette lutte contre les conditions de vie effroyables que ces prolétaires endurent, une lutte de conquête de territoires, de défense d'un Etat, de libération nationale aux accents anti-impérialistes, c'est-à-dire qui veut faire de cette lutte, une guerre fratricide dans laquelle prolétaires "palestiniens" et prolétaires "israéliens" ou "libanais" ou "syriens", "jordaniens", "égyptiens", "irakiens" ... s'entre-tueraient pour le plus grand bien du capital.

C'est la première fois aussi depuis cette époque que des manifestations de solidarité avec la lutte des prolétaires de Gaza et Cisjordanie débordent les frontières et s'étendent de Jérusalem-Est au Caire.

Au Liban aussi, là où la bourgeoisie avait cru éliminer le danger prolétarien par la liquidation systématique des prolétaires massés dans les camps, les émeutes de l'été dernier et les grèves actuelles réunissant chaque fois des dizaines de milliers de prolétaires de toutes origines (toutes confessions et nationalités confondues) démontre la réalité internationaliste de la lutte prolétarienne, montre qu'il ne s'agit nullement d'un problème "palestinien", mais bien d'un affrontement de classes, affrontement entre :
ceux qui, de la guerre, ressortent les poches plus pleines que jamais, redorant le blason de "Suisse du Moyen-Orient" du Liban;
et ceux qui, de la guerre, n'ont jamais connu que les bombardements, la famine ... ceux qui n'héritent que des décombres et dont les salaires sont payés avec une monnaie ... qui ne vaut plus rien;
l'écart grandissant entre les deux classes --bourgeoisie et prolétariat-- se faisant tellement flagrant à ce niveau que durant les émeutes de l'été dernier, les prolétaires lynchaient les surnommés "dollarisés" et démolissaient, banques, bureaux de change ... tout ce qui symbolisait l'argent, la richesse si cruellement amassée sur leur dos et dont ils sont toujours plus cruellement privés.

Quand, au Liban, les prolétaires luttent, que ce soit contre les édifices du capital ou pour des augmentations de salaires, ils défendent aussi les intérêts et la lutte des prolétaires en Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est; parce qu'il s'agit de la même lutte contre les conditions de vie drastiques héritées de tant d'années de guerre, de la guerre perpétuelle que la bourgeoisie mène contre le prolétariat POUR tirer un profit maximum de l'exploitation de la force de travail, et CONTRE sa lutte, contre sa force de classe qui fait qu'elle, la bourgeoisie, n'a plus face à elle, des moutons dociles qui acceptent de se faire tondre sans broncher, mais des prolétaires unis dans la lutte contre leur condition de clase exploitée.

Mais, si nous mettons en avant ici l'internationalisme prolétarien qui existe de fait dans ces luttes, du fait de la réalité mondiale du mode de production capitaliste et donc du prolétariat, la faiblesse de la lutte est justement de ne pas reconnaître cette identité d'intérêts et de ne pas centraliser ses forces. Comme on peut le voir à nouveau, ce n'est pas la combativité ni la massivité qui manquent, mais la détermination claire de contre quoi on se bat, la définition nette de l'ennemi de classe que celui-ci, la bourgeoisie, s'attache évidemment, au travers de sa démocratie et de ses diverses représentations : partis, syndicats, fronts de résistance ... à rendre toujours plus diffus.

Ainsi, face à chaque radicalisation du mouvement, l'OLP se subdivise en autant de tendances nécessaires, de gauche comme de droite, pro-syriennes ou pro-irakiennes ... islamistes ou chrétiennes, plus extrémistes les unes que les autres, pour faire que toute critique, toute prise de distance à l'égard de sa direction, de ses objectifs de lutte, ne sorte pas du cadre de la défense de l'Etat palstinien. Et si malgré toute cette panoplie de formations, digne de toute représentation parlementaire si chère à la bourgeoisie, des tendances classistes se dessinent, rompent avec toute approche nationale de la lutte, tentent de s'organiser en dehors et contre l'OLP, l'OLP même —qui a sa propre armée, ses propres prisons ... comme tout Etat qui se respecte— pourchasse, emprisonne, torture et assassine.

Aujourd'hui, de ce marasme démocratico-nationaliste-de résistance ou de libération ... après des semaines d'affrontements, ne se dégage (apparemment parce que l'information qui nous parvient est celle que nous distille la bourgeoisie) pas de tendance réelle à l'autonomie de classe. Les affrontements restant désordonnés, sans objectifs précis sinon celui sinon de s'attaquer à l'Ennemi tout désigné, juste en face, en uniforme que sont les forces israéliennes mais qui servent aussi de paravent aux autres, et face à une répression systématique, ce manque de perspective, risque d'épuiser la combativité, et les consignes de résistance passive de l'OLP vont évidemment dans ce sens. Epuisement qui, à moyen terme, peut déboucher sur un "règlement du conflit" par un nouveau massacre.

Malgré ces faiblesses de la lutte, la crainte de tous les Etats en quête de stabilisation de l'ordre capitaliste dans la région, est que Jérusalem, après Beyrouth, ne devienne un autre point de fixation de tous les conflits au Moyen-Orient; ce qui, vu la position particulière de l'Etat d'Israël dans la région, est très grave pour la bourgeoisie mondiale. La fonction de gendarme attribuée à Israël est possible tant que celui-ci maintient en son sein une cohésion, une paix sociale relativement bien établie -paix sociale historiquement assurée du fait que l'Etat d'Israël est constitué sur base du sionisme, est, au départ, un Etat de volontaires, les nouveaux arrivants étant toujours sélectionnés; ce qui a impliqué, comme nous l'avons vu, l'expulsion des populations qui, du fait de leur histoire, pouvaient difficilement s'identifier à la cause sioniste mais qui est par contre toujours maintenue très vivante, notamment par l'arrogance des colons dans les "territoires occupés".

Si, aujourd'hui, avec l'extension du mouvement à Jérusalem-Est, les prolétaires d'Israël commençaient à reconnaître dans la lutte de leurs frères de classe à Jérusalem, Gaza, en Cisjordanie ou encore au Liban ou ailleurs, leur propre lutte, c'est la fin de la fonction spécifique de l'Etat d'Israël. Déjà, les deux années de service militaire que doivent se taper les jeunes en Israël sont moins bien acceptées et avec le développement des conflits, l'Etat commence à avoir peur que "le citoyen s'oppose au soldat", "le civil au militaire", que dans son armée, historiquement une des plus fortes au monde mais fort mise à l'épreuve ces derniers temps, ne se développe l'insoumission, le refus d'aller se battre ! Et le problème, pour la bourgeoisie mondiale, c'est qu'aujourd'hui, aucun autre Etat n'est réellement capable de prendre la relève.

Quant à l'Etat d'Israël, étant donné qu'historiquement c'est sa position de "fermeté", d'"agression" et de répression féroce, notamment lors de la guerre des six jours où il s'est vu confirmé et étendu dans sa fonction de gendarme de toute la région et qui lui a valu le resserrement de l'unité nationale et l'afflux de capitaux de la diaspora et du monde entier, il reconduit la même politique.

Ce qui détermine aujourd'hui les dissensions au sein du gouvernement israélien entre faucons et colombes, c'est que la gestion des territoires "occupés", devient, malgré tout le bénéfice qu'il en retire, une charge trop lourde pour l'Etat. Des suggestions secrètes ont été faites à l'Egypte pour qu'elle reprenne éventuellement le contrôle de la bande de Gaza (ce qui était le cas avant '67) mais celle-ci a refusé d'emblée. De ces masses de prolétaires dont 51,3% sont nés sous l'occupation, élevés dans la haine de l'Etat israélien et prêtes à reproduire cette haine vis-à-vis de tout autre occupant ... personne n'en veut. Et si aujourd'hui, l'ONU a levé le doigt, a fait quelques remontrances à l'Etat d'Israël, son intention est à cent lieues de condamner la répression des émeutes. Au contraire, l'enjeu réel du débat est : qui va bien pouvoir se charger de l'extermination finale de ces perpétuelles menaces d'explosion de luttes concentrées dans ces camps, sans que cette recrudescence de la répression ne soit elle-même facteur de durcissement et d'extension de la lutte dans l'ensemble de la région.

Au plus la bourgeoisie parle de paix, au plus elle prépare la guerre. De sommet en sommet, d'Hafez-el-Assad à Amman, de Damas à Alger, ... au travers de ses plans de "paix", la bourgeoisie mondiale confirme l'Etat d'Israël dans son rôle de gendarme de cette région du Moyen-Orient. Sa paix signifie évidemment la paix de l'ordre capitaliste et pour les prolétaires, la paix des cimetières. Pour la bourgeoisie l'écrasement à long terme de tous les bastions prolétariens de la région est la condition de sa stabilisation de la situation dont la carence commençait à gêner le processus de valorisation des capitaux. Entérinant pour un temps le rapport de forces établi entre toutes les fractions bourgeoises en présence, la paix capitaliste, la paix sociale, permettrait à la bourgeoisie de relancer sa course effrénée au profit, à partir d'une exploitation toujours plus violente de la force de travail des prolétaires qu'à cet effet, elle voudrait voir défaits, et pour longtemps.

Dans ces horribles négociations de [illegible] tractations se faisant aux [illegible] monceaux de plus en plus élevés de cadavres de prolétaires, l'OLP et ses [illegible] dissidentes, comme nous avons déjà pu le voir lors des massacres de Septembre Noir et de Tell-el-Zaatar, n'ont pas un rôle négligeable.

Quand dans les dits territoires occupés, sur une population de plus d'un million et demi, soixante mille colons sionistes, soit près de 4% de la population possèdent 28% des terres (engageant comme manoeuvres les prolétaires chaque plus refoulés) et bénificient de toutes sortes de subventions de l'Etat alors que les autres voient le peu qu'ils touchent repartir immédiatement à l'Etat sous forme de taxes; quand les uns disposent de 27.000 m3 d'eau par tête par an et que les autres ne peuvent en avoir que 200 et la paient quatre fois plus cher ... quand les uns circulent armés et que les autres ont les armes braquées sur eux ... que ceux à qui sont réservés tous ces privilèges de classe sont presqu'exclusivement de nationalité israélienne et que ceux qui croupissent dans la misère sont "réfugiés" ... c'est-à-dire, quand la division en classes recoupe une séparation volontaire de la bourgeoisie, d'identité nationale; il est facile de détourner la haine de classe en une haine a-classiste, il est facile de détourner la haine de tous ces prolétaires "réfugiés", "palestiniens" et autres, en une haine de l'Israélien, sans distinction de classe, que celui-ci soit bourgeois ou prolétaire.

De même qu'en Afrique du Sud où les prolétaires ont majoritairement la peau noire, et les bourgeois la peau blanche, la bourgeoisie mondiale exploite cette situation et ne parle que de racisme, d'apartheit, pour camoufler l'antagonisme de classe par une polarisation qui lui est propre, ici raciale. Au Moyen-Orient, la bourgeoisie et à son avant-garde, l'OLP, tente de transformer l'antagonisme de classe en une polarisation nationaliste, en un conflit entre israéliens et palestiniens, en un problème de compatibilité ou non de coexistence de deux "peuples".

Pour la population des "territoires occupés" dont la prolétarisation a correspondu avec le fait d'être déportée, il est aussi facile de croire que de se retrouver démuni de tout et entassés dans des camps, est dû au fait d'être privée de nationalité.

Pour cette population encore, dont les luttes ont chaque fois été livrées,

par les bons soins de l'OLP, à la répression d'armées "étrangères", il est facile de faire passer les frontières qui partagent les classes sociales pour des frontières de territoires et par conséquent, d'identifier la lutte contre les conditions de vie qui leur sont imposées à une lutte de "libération nationale".

Dans les camps, dès le plus jeune âge, à la vue des soldats israéliens, les gosses crient : "Vive l'OLP", "Palestine vaincra", etc. Dans la bande de Gaza, répondant à un journaliste, un réfugié montrant son permis de circuler dont la rubrique "nationalité" est barrée par un cachet "UNDEFINED" (indéterminée) dit : "Je ne suis rien, je n'existe pas".

Mais ce dont les prolétaires "undefined" devraient se rendre compte c'est que ce qu'il est écrit sur leur passeport c'est : prolétaire non rentable - à éliminer. Pour le capital, effectivement, ils n'existent plus. Et si le capital est aujourd'hui emmerdé, c'est parce que ces prolétaires dont la force de travail aujourd'hui ne l'intéresse plus, se manifestent sous un autre jour, expriment l'autre pôle de la contradiction, celui de la lutte, expriment qu'existe la classe prolétaire qui est, qui vit, pour, dans, par sa lutte contre la perspective de mort que lui propose le capital.

> "Les prolétaires n'ont pas de patrie on ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas". - Marx -

Aux prolétaires du monde entier : quelles que soient les identités nationales dont on nous affuble, les Etats, quel que soit leur drapeau, ne sont jamais que l'espace de notre exploitation. Qu'en avons-nous à foutre de nous faire exploiter par des bourgeois authentiquement palestiniens plutôt qu'israéliens ! Tous les Etats du monde déportent, emprisonnent, assassinent les prolétaires selon les besoins de développement de leurs capitaux. Le profit, c'est la seule chose qui les guide. L'Etat en Palestine, avec ses ex- ou nouvelles frontières a été et sera, comme tous les Etat du monde, l'Etat de la bourgeoisie CONTRE le prolétariat. Si demain les "réfugiés", les "undefined" acquièrent une nationalité, le droit de vote, etc. ce titre de citoyenneté ne changera pas -tout au plus camouflera-t-il-- le fait que les prolétaires ont juste le droit de se taire, de produire, de cracher de la valeur pour enrichir un monde dont ils seront toujours les exclus.

Aujourd'hui, la bourgeoisie mondiale réfléchit sérieusement (ce qui n'exclut pas la perspective d'un nouveau massacre) à donner ce droit de citoyenneté aux "réfugiés" de la bande de Gaza et de Cisjordanie parce qu'elle a peur que les émeutes essentiellement prolétariennes qui s'y déroulent ne se développent et remettent en question l'existence de tous les Etats de la région, elle a peur de l'extension du mouvement, elle a peur que les prolétaires d'Israël, de Palestine, du Liban, de Syrie et d'ailleurs ne se rendent compte que partout, leur lutte est la même, que partout ils triment et meurent au profit d'une même classe qui, au travers de ses différents Etats, mène une guerre perpétuelle contre le prolétariat.

Aujourd'hui, la bourgeoisie mondiale réfléchit sérieusement à donner ce droit de citoyenneté parce que pour un temps, il ferait taire les antagonismes de classes, il donnerait l'illusion aux prolétaires qu'ils ont quelque chose à gagner de ce monde. Mais la seule chose qui aurait alors changer pour eux, c'est que le drapeau sous lequel ils continueront à bosser comme des damnés, à vivre pauvrement, à toujours être dépossédés de tout et à mourir dans des guerres pour des intérêts qui ne sont pas les leurs ... aura changer de couleur.

Quand les prolétaires crient : Vive l'OLP, Palestine vaincra et aspirent à enfin pouvoir élire leurs propres bourreaux, ils crient contre eux, contre leur lutte, contre leurs propres intérêts de classe, antagoniques à tout Etat; ils enterrent eux-mêmes leur propre lutte.

L'OLP et ses diverses formations, est, dans cette lutte, une des premières forces opérantes de la bourgeoisie. Organisant elle-même des comités de lutte, de défense de réfugiés, participant aux affrontements ... l'OLP tente de prendre le contrôle du mouvement pour mieux le dévoyer, le conduire dans des impasses, le fatiguer, l'essouffler et ISOLER LES PROLETAIRES LES PLUS COMBATIFS POUR LES DONNER A LA REPRESSION si possible israélienne ... pour entretenir la polarisation !

Pour cela, il est significatif de voir qu'aujourd'hui l'OLP (qui en a les moyens) n'arme pas la lutte. Pour Arafat et les démocrates du monde entier, vu l'ampleur du mouvement, il est préférable d'en parler et même de faire le spectacle de la condamnation de la répression, de se pencher sur le sort de tel petit garçon battu à mort ... plutôt que de taire l'information. Taire l'information comporte le danger de laisser le mouvement parler de lui-même, laisser parler sa nature de classe, son internationalisme. Par rapport à ça, la bourgeoisie préfère prendre les devants et donner sa version des faits.

Pour la bourgeoisie, il s'agit de légitimer la révolte d'un "peuple" contre "une injustice sociale" flagrante et donc de préserver l'image majoritaire et martyre de la lutte. Pour cela, l'image de caillou lancé contre un char et très efficace. C'est-à-dire que tant que les prolétaires ne font pas le pas d'organiser et d'armer leur lutte, tant qu'ils n'iront pas plus loin que la simple explosion d'un trop plein sans perspective, cela permettra à la bourgeoisie de continuer à flatter les faiblesses du mouvement, à faire l'apologie de tout ce qui va à l'encontre du mouvement, de toutes les illusions démocratiques, pacifistes, nationalistes. Tant que cette image est préservée, tant que c'est elle qui détient le monopole des armes, elle voudra bien verser une petite larme sur le triste sort de ces prolétaires.

Et c'est à cela aussi que répond l'OLP. Premièrement l'OLP n'arme pas la lutte parce qu'armer une telle combativité peut être vraiment dangereux pour la bourgeoisie et ensuite parce qu'Arafat tire, à nouveau, de cette situation, tous les avantages politiques. D'un côté, il courtise tous les chefs d'Etat pour démontrer que lui aussi, en tant que bon chef d'Etat qui a déjà largement servi les intérêts capitalistes de la région, capable de reprendre en mains le contrôle des luttes, de remettre tous ces prolétaires au pas, tout en laissant la porte ouverte à l'un ou l'autre de ses collègues pour opérer un massacre nocturne pour parachever l'écrasement, bref, se targant de pourvoir assurer la paix sociale, a droit à une part du gateau. De l'autre, comme poids dans la balance des négociations, il met évidemment la possibilité d'armer la lutte pour faire comprendre à ses concurrents qu'il a non seulement son mot à dire mais encore une force de frappe pour appuyer ses mots.

Face à toutes ces magouilles politicardes où chaque carte avancée est synonyme du massacre d'autant de centaines ou de milliers de prolétaires, se développe aussi l'intégrisme islamiste qui, par ses perspectives radicales recrute un nombre de plus en plus grand de jeunes prolétaires qui, n'ayant jamais connu d'autre horizon que celui des barbelés de "leur" camp, se reconnaissent moins facilement dans la perspective qu'on voudrait faire leur, de retrouver les "terres ancestrales"; et qui, depuis la naissance mêlés à des immigrants de tout l'Orient, accordent moins de crédit aux discours nationalistes et sont plus attirés par la dimension universelle des propos islamistes.

Aujourd'hui aussi, par sa campagne médiatique, la bourgeoisie tente d'attirer la pitié sur les "pauvres déshérités" des "territoires occupés". La commission des droits de l'homme de l'ONU ... tout le monde s'en mêle pour éviter qu'apparaisse au grand jour que la situation des camps de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie ... est la même que celle des Soweto en Afrique du Sud ou des villages de mineurs en Bolivie et que ... ô grand mythe de l'histoire auquel on ne peut pas toucher ... les camps de concentration de la guerre '40-'45 tristement célèbres en Allemagne mais qui existaient autant en France, en Angleterre et auxquels les Etats du monde entier collaboraient. Le capital produit partout où il est (càd mondialement) ce genre de camps. Aucune "nationalité" de prolétaires n'a eu le privilège du génocide. C'est le sort que réserve le capital à toutes les masses de prolétaires excédentaires ... par rapport à SES besoins ... qu'ils soient d'origine "juive", "arménienne", "palestinienne", "algérienne" ...

Les prolétaires apatrides de Cisjordanie et de Gaza concentrent en eux toute la condition de prolétaire, tout le passé d'expulsion, de migration, d'entassement, de dépossession, d'exploitation, d'extermination des prolétaires du monde entier. Et si la bourgeoisie s'acharne à donner à ces prolétaires une patrie à défendre, c'est parce que ce prolétariat, de par sa

tradition de luttes, représente aussi le futur du mouvement prolétarien. Et c'est de cela que la bourgeoisie a peur; c'est pourquoi sa campagne médiatique; c'est pourquoi l'OLP n'arme pas le mouvement.

Si ce texte passe aussi par la description des conditions de vie des prolétaires dans les camps, ce n'est pas, contrairement à ce qu'en fait la bourgeoisie, pour en appeler à la pitié, à verser quelques larmes ... mais parce que, ce que ces prolétaires vivent n'est que la caricature de ce que nous vivons ici et de ce que tous les prolétaires du monde vivent.

Depuis le début du mouvement, même si toute la bourgeoisie a dû en reconnaître la spontanéité, la massivité et le débordement des structures d'encadrement de l'OLP, elle accusera toujours l'OLP de fomenter ces révoltes parce qu'en faisant de l'OLP un martyr, elle pousse à identifier leur lutte à la cause de l'OLP. Image d'autant plus facile à entretenir que la bourgeoisie est réellement divisée en fractions concurrentes et que réellement Israël mène la guerre à l'OLP.

Mais malgré tout ce que veut en faire la bourgeoisie, le mouvement de lutte des prolétaires représente le futur du mouvement prolétarien en ce qu'il n'est pas "palestinien", en ce qu'il déborde l'encadrement de l'OLP, en ce qu'il porte en lui les perspectives de débordement des frontières des "territoires occupés", en ce qu'il peut développer son autonomie de classe en dehors et contre toutes les tendances de l'OLP et de l'Etat bourgeois mondial, en ce qu'il est, dans cette région du monde, un expression de la lutte du prolétariat mondial CONTRE la bourgeoisie mondiale.

UNE FOIS DE PLUS ...

le CCI DU COTE des FLICS

CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES !

Nous avons déjà dénoncé à plusieurs reprises le rôle réactionnaire que joue ce continuateur de la social-démocratie qu'est le Courant Communiste Internationaliste. Nous avons constaté et dénoncé face à notre classe son rôle dans les manifestations ouvrières à Paris, où avec le même prétexte syndicaliste de l'unité de la manifestation "contre les provocations", le CCI mégaphone en main assurait la séparation entre les "provocateurs" et le reste de la manifestation. Nous faisons ici allusion à une manifestation de chômeurs qui eut lieu à Paris il y a quelques temps. Ils facilitèrent ainsi le travail de la police parisienne en isolant "d'affreux" provocateurs qui remettaient en question l'enterrement syndicaliste de la lutte ouvrière en jetant quelques pierres contre des boîtes d'intérim et d'autres entreprises négrières. La police a ainsi pu plus facilement les arrêter puisque la résistance prolétarienne n'était pas organisée, (le CCI apporte la conscience mais "n'organise rien" !) et les autres prolétaires restant bien encadrés par les syndicalistes de tous bords.

Dans d'autres circonstances, le rôle de dénonciateur et de mouchard de ces pacifistes infatigables a été tellement pris au sérieux par les différentes polices européennes que des interrogatoires de nos camarades, les flics se basaient sur des articles de presse,... du CCI qui racontait que "le GCI cachait des fusils dans ses caves"!!?!

Le rôle de mouchard -propre à tout anti-terroriste- se concrétise aujourd'hui pour le CCI par, leur collaboration ouverte dans l'amalgame systématique que réalise l'Etat entre les groupes qu'il appelle "terroriste" et les internationalistes. En utilisant cette terminologie idéologique que la bourgeoisie donne au mot "terroriste", le CCI écrit dans ses revues que dans notre groupe "il y a des terroristes"(!) ce qui a valu à des camarades de voir leur situation aggravée par rapport à la répression, et de se trouver face à, différents problèmes dans leur vie quotidienne et dans leur travail.

La confusion qu'entretient délibérément le CCI est crapuleuse: à partir de notre revendication marxiste du terrorisme prolétarien, du terrorisme révolutionnaire en tant que direction incontournable, le CCI induit l'affirmation, qui a des conséquences policières! Confusion opérée systématiquement et depuis toujours par la social-démocratie pour coincer l'avant-garde révolutionnaire entre la répression ou la renonciation au programme révolutionnaire.

Ici, nous allons axer nos critiques sur la campagne particulière de dénigration de notre groupe et de nos militants, campagnes organisées par le CCI et qui dit en deux mots que nous travaillons avec des groupes nationalistes ! Plus précisément encore, il raconte un peu partout dans le monde le mensonge gigantesque qui consiste à dire que nous appuyons voire même que nous collaborons avec Sentier Lumineux! (!)

Cela soulève deux questions. La première est celle de la méthode stalinienne qui vise à dénigrer et insulter (pour les disqualifier) des organisations qui, du point de vue de la mentalité du CCI, lui feraient concurrence (2).
La deuxième, est la difficulté chaque fois plus grande que rencontrent les chefs du CCI pour justifier, face à leurs militants de base, la fin des illusions du CCI, présenté dans le passé comme "le pôle de regroupement mondial". Il leur est effectivement de plus en plus difficile de justifier les mensonges propres à tout groupe gauchiste qui veut maintenir les illusions des "militants" recrutés sur des bases immédiatistes, mensonges qui consistent à définir "les années 80 comme celles de vérités", à claironner l'avènement de "la 3ème vague, de la 4ème vague de lutte" en Europe... Bref, à chanter tout ce qui chez quelqu'un de non-formé, donne l'illusion de l'immédiateté de la révolution à venir.

Mais si cette question est, en dernière instance, le problème du CCI, la 1ère question, par contre, est beaucoup plus grave et importante: il s'agit de la collaboration objective aux campagnes de l'amalgame réalisé par l'Etat (qui permet de justifier la répression des révolutionnaires) et du même coup de la collaboration avec l'entreprise de confusion menée par tous les appareils de l'Etat bourgeois visant à détruire toute alternative classiste, révolutionnaire, internationaliste, en assimilant toute lutte, toute action, tout groupe à "l'ennemi public n°1": "les terroristes"(3).

Et cela, précisemment à un moment très difficile pour le prolétariat de la région et plus particulièrement pour son avant-garde, qui de toutes ses faibles forces essaie de forger une direction communiste -ce qui est nécessairement en opposition avec des groupes tels que Sentier Lumineux, dominés par l'idéologie maoïste-.
Plus encore, au même moment où le CCI lançait sa campagne de dénigration de nos militants, des camarades à nous, des militants du Pérou et de Colombie (qui, comme nous, ont une clarté totale quant à la nécessité de l'organisation du prolétariat en Parti distinct et opposé à tout l'ordre établi -Parti distinct qui entre en permanence en contradiction avec la ligne de groupes tel que Sentier-) sont persécutés et réprimés grâce à ce même amalgame que fait le CCI. Depuis plus d'une année, nous sommes sans nouvelles de certains de ces camarades et ce malgré tous les efforts effectués là-bas et ici pour reprendre les contacts. Nous le répétons, ces camarades sont réprimés grâce à l'identification faite par le CCI entre ceux qui luttent violemment contre l'Etat et tel ou tel groupe accusé de "terrorisme".

Nous pourrions croire que ce que raconte le CCI n'a pas d'influence directe sur la répression de nos camarades. En effet, peut-être n'y a-t-il qu'une coïncidence entre les flics et le CCI, cela s'est déjà vu plusieurs fois dans l'histoire. Cependant, ce que raconte le CCI n'est pas resté caché, cela ne constitue pas non plus le dernier ragot sans importance de son petit milieu. C'est un mensonge qui a pris des proportions tellement considérables que plusieurs groupes et contacts (du Mexique à l'Argentine, en passant par la Colombie, l'Angleterre et l'Espagne) nous ont averti de l'importance que prenaient ces dénonciations policières.
Ces mensonges se sont autonomisés non seulement dans le sens d'une falsification et d'une calomnie par rapport à ce que nous écrivons; mais plus grave encore, en plus de ce qu'écrit le CCI, un groupe diletante et révisionniste affichant ouvertement sa reconnaissance formelle de Kautsky et portant le nom de "Communisme et/ou Civilisation" pousse la calomnie jusqu'à dire que notre groupe "appuie a-critiquement Sentier Lumineux"!! A ces salopards, le prolétariat fera bouffer un jour, morceaux par morceaux, non seulement chacun des papiers où ils ont reproduit de pareils mensonges, mais aussi toute la bouillie nauséabonde qu'ils écrivent.

Ces groupes sont assez cyniques que pour parler de solidarité "entre communistes" alors que face à la répression sanguinaire de l'Etat contre nos camarades ils gardent un silence complice, de la même façon que par rapport

aux massacres des prisonniers prolétariens au Pérou (mais aussi d'autres pays). Ces groupes osent s'auto-proclamer marxistes alors qu'ils font exactement la même confusion que tout stalinien (ou plus généralement, que cette bourgeoise qu'est l'opinion publique!) entre drapeau et mouvement, entre la lutte prolétarienne et telle ou telle organisation ou idéologie pourrie.

Leur "solidarité" est basée sur un marchandage idéologique: ils ne sont disposés "à se solidariser" qu'avec des groupes qui ont la même idéologie qu'eux. Ils ne reconnaissent d'ailleurs le prolétariat que là où il agit tel qu'ils l'imaginent devoir agir, et uniquement à des niveaux inférieurs de lutte (grèves massives les bras croisés, manifestations pacifiques,...) et surtout, surtout, bien sûr quand il s'agit du prolétariat en Europe.

C'est ainsi, que alors que pendant des dizaines d'années, le massacre et la "disparition" de personnes étaient pratiqués comme méthode de gouvernement dans le Cône Sud de l'Amérique Latine, un groupe comme le CCI n'a jamais rien fait pour se solidariser avec l'avant-garde du prolétariat, décapitée par ces méthodes de répression. La plupart du temps, il a contribué aux campagnes démocratiques bourgeoises en présentant cette lutte du prolétariat comme une lutte inter-bourgeois.

Enfin, ces groupes ont la même position sur la lutte du prolétariat de la plupart des pays, du "Tiers Monde" comme ils disent (4), que le stalinien moyen se base sur l'identification entre drapeau et mouvement, organisation formelle et organisation réelle.

En Pologne par exemple, ils se rendent complices de la répression calomniant la lutte prolétarienne, en l'étiquettant "lutte catholique", "démocratique", "nationaliste",... L'argumentation ne va pas plus loin que de dire que ceux qui sont à la tête des "fauteurs de troubles" sont, dans la plupart des cas, des membres [illegible] qu'a fait le CCI pour les prolétaires emprisonnés? [illegible] torturés [illegible] les disparus?... [illegible] Argentine, au Chili? Rien!!!...

Parce que pour le CCI et ses groupes frères (Battaglia, CWO,...) ces militants réprimés ne sont pas "communistes"!!! Avec le même prétexte, ils sont incapables de se situer du côté des prolétaires réprimés aujourd'hui au Pérou, en Colombie, au Mexique... mais aussi au Liban, en Iran, en Irak, en Corée, en Afrique du Sud,...

Et si on leur demande leur position sur les massacres des prisonniers, ou plutôt la succession des massacres de prisonniers au Pérou, ils répondent qu'il s'agit de luttes inter-bourgeoises; la preuve en est que ceux qui sont tués "ne sont que des maoïstes"!!!

Et pourtant, toute lutte du prolétariat existe toujours avec (et malgré) une idéologie bourgeoise, le plus souvent encadrée par des organisations formelles, dominées par des idéologies bourgeoises. Faut-il rappeler que l'insurrection d'Octobre '17 en Russie s'est faite avec des mots d'ordres bourgeois tels que "Pour la paix"? Faut-il rappeler encore que le parti bolchévik avait un programme formel fondamentalement démocratico-bourgeois?
Il est évident que ce sont des faiblesses; faiblesses qui se sont cristalisées postérieurement dans la direction oscillante et opportuniste des soviets, du parti bolchévik, de l'Internationale... Faiblesses contre lesquelles nous devons nous battre par la critique et la lutte pour la constitution d'une direction réellement communiste.
Faiblesses ,qui se concrétisent aujourd'hui au Pérou, dans le fait que des dizaines de milliers de prolétaires combatifs affrontent le Capital et l'Etat avec une direction , un programme formel et un certain encadrement (5) qui n'est pas communiste dans le sens où nous le comprenons, autrement dit, qui amène le prolétariat dans un cul-de-sac. Faiblesses, face auxquelles il ne sert à rien de se lamenter à l'aide de phrases passe-partout, en gémissant sur le "manque de Parti" (défini invariablement par ces groupes, comme quelque chose d'extérieur au mouvement réel et qui, s'il existait, garantirait le mouvement), étant donné que c'est seulement dans la lutte du prolétariat que l'alternative révolutionnaire peut et doit se forger (6).

Faiblesses, contre lesquelles nous luttons, nous, et les communistes du Pérou, et de partout ailleurs, par la critique implacable de toute l'idéologie dominant encore les ouvriers combatifs, et donc contre les directions et les dirigeants qui développent de telles illusions, de telles idéologies. Et cette lutte passe aujourd'hui, au Pérou, par la dénonciation de l'idéologie néfaste de "Sentier lumineux", qui vise à amener le prolétariat vers le cul-de-sac de la "guerre populaire prolongée", tel que nous l'avions déjà dénoncé dans le numéro antérieur de notre revue centrale. Mais, cette lutte passe aussi par le fait de dénoncer et de démasquer toute la politique d'amalgame, produite par l'ensemble de la société bourgeoise et avec laquelle le CCI collabore ouvertement.
Ce qui résulte de tout cela, c'est l'évidence de l'antagonisme existant entre les intérêts du prolétariat et ceux du CCI.

Pour le prolétariat mondial, il est indispensable de reconnaître dans la lutte du prolétariat au Pérou, sa propre lutte, de la même manière qu'il lui faut saisir dans les massacres de prolétaires d'hier, à "El Fronton", "Lurin gaucho", "Santa Barbara",...(massacres qui ont continué à s'accentuer par la disparition systématique des combattants prolétariens), le massacre de ses propres frères de classe, de ses propres camarades.

La bourgeoisie mondiale a intérêt, par contre, à ce que de pareils massacres se passent dans la plus grande indifférence du prolétariat international (et force est de reconnaître que c'est fondamentalement cette situation qui prédomine); la bourgeoisie crève de trouille à l'idée que le prolétariat ne reconnaisse dans ces massacres la répression de camarades, de frères de classe; la bourgeoisie veut à tout prix qu'on ne voie au Pérou que l'oeuvre de "staliniens", de "maoïstes", de "polpotiens", des conflits entre "traficants de came",...
Il ne fait aucun doute que le CCI rentre pleinement dans la catégorie décrite dans cette dernière phrase.

Mais, le type de position du CCI en ce qui concerne le Pérou, est, en dernière instance, ce qu'a toujours dit et développé ce groupe par rapport à toute lutte importante du prolétariat en dehors de l'Europe. Le CCI n'a jamais pris position clairement pour le Cordobaza, ou plus récemment encore, pour le mouvement insurrectionnel du prolétariat en Iran, qui a abouti à la destruction de l'armée du Shah; ils ont systématiquement confondu ces mouvements avec le péronisme ou l'islamisme. Ce qui contraste totalement avec l'apologie a-critique du CCI, vis-à-vis de toutes grèves ouvrières se développant en France. Ainsi, par exemple, à propos de la dernière grève des cheminots, ils n'ont jamais critiqué à fond ni l'idéologie, ni le drapeau, ni les faiblesses, ni les structures pourries qui ont dominé les prolétaires durant toute la lutte. Et cependant, les mythes, les idéologies, les limites du mouvement des ouvriers en France dans les dernières décennies, ne sont pas moins pires que ceux des prolétaires péruviens, qui croient que "Sentier Lumineux" est leur alternative. Le CCI, dans un même moment, va soutenir, "chez lui"(en France), des manifestations syndicales, sous prétexte que le prolétariat s'y trouve, et se faire complice de la répression du prolétariat (dans d'autres parties du monde), sous prétexte que le prolétatiat ne s'y trouverait pas, puisqu'il n'y a là que des ... terroristes!
L'unique cohérence sous-tendant cela, est la conception sociale-démocrate et eurocentriste du monde, conception qui subordonne "les possibilités de libération de l'humanité" à ce qui peut exclusivement se passer dans les "pays civilisés", ce qui, dans les faits, signifie la défense de la civilisation occidentale et chrétienne et de la race blanche européenne(7).

Nous appelons ici l'ensemble de nos camarades, lecteurs, sympathisants,... et plus largement, l'ensemble des prolétaires en lutte, à exprimer leur solidarité et à nous soutenir face à la répression dont nous sommes l'objet et dont la campagne du "petit milieu révolutionnaire" pour nous désigner comme "terroristes" à la vindicte de l'Etat, n'est sûrement pas le dernier responsable.

(1) Pour une brève critique de ce groupe, nous renvoyons le lecteur à notre texte : "Important massacre de prisonniers au Pérou - La paix de la social-démocratie c'est la paix des tombes ! - Les tombes de tous les prolétaires qui luttent contre l'Etat - SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LE PROLETARIAT ET SES PRISONNIERS AU PEROU" paru dans "Le Communiste n°25. Ce texte a d'ailleurs permis à différents contacts de notre groupe de répondre aux calomnies du CCI.

(2) Nous rejetons globalement ces critères propres au CCI, mais c'est un fait que le CCI nous considère comme faisant partie du même milieu de merde que lui, milieu où les différentes sectes offrent leur marchandise idéologique afin d'attirer des acheteurs potentiels: des "sympathisants" et "militants".

(3) Voir à ce sujet, notre texte dans cette même revue: "Contre le terrorisme d'Etat, de tous les Etats existants".

(4) Ces groupes utilisent la même terminologie que tous les ennemis du prolétariat : "pays centraux", "périphériques", "tiers-monde", "développés", "sous-développés" ...

(5) Une chose difficile à comprendre pour ceux qui n'ont jamais participé à des mouvements sociaux subversifs du prolétariat (l'actuelle génération de prolétaires et militants en Europe, par exemple) est la relativité de tout encadrement formel par rapport au mouvement réel. Dans tout mouvement profondément subversif de la société, une grande partie du prolétariat mène sa lutte en utilisant des mots d'ordre ou en s'auto-réclamant de tel ou tel groupe avec lequel non seulement ils n'ont aucun contact, mais qui, de fait, ne se connaissent pas. Des dizaines de milliers de prolétaires qui, aujourd'hui, s'identifient à "Sentiers Lumineux", n'ont jamais lu de texte de ce groupe (ne serait-ce que parce qu'une grande partie ne sait pas lire) et n'ont même aucune idée de ce qu'est le stalinisme ou le maoïsme.

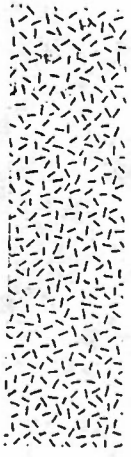
(6) Etant donné les deux dimensions fondamentale du parti -l'historique et l'internationale- il ne faut évidemment pas prendre cette affirmation dans le sens immédiatiste : sans tirer les leçons du passé, sans programme, sans direction internationale ... la révolution communiste est impossible. Et, toutes ces questions d'importance déterminante ne concernent pas seulement les révolutionnaires du Pérou mais les communistes du monde entier.

"Ainsi, donc, pendant que l'utopie, le socialisme doctrinaire qui subordonne l'ensemble du mouvement à un de ses moments, qui met à la place de la production commune sociale, l'activité cérébrale du pédant individuel et dont la fantaisie supprime la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités, pendant que ce socialisme doctrinaire qui se borne au fond à idéaliser la société actuelle, à en reproduire une image sans aucune ombre et qui veut faire triompher son idéal contre la réalité sociale, alors que la lutte des différents systèmes entre eux fait ressortir chacun des prétendus systèmes comme le maintien prétentieux d'un des points de transition du bouleversement social contre l'autre point, le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme..."

Marx: "La lutte de classe en France".

Perles de la bourgeoisie

En Corée, les différentes fractions bourgeoises (opposition réprésentées par les Kim Dae Jung et Kim Young Sam; les Chun Doo Whan -fraction au gouvernement avant les élections-), d'un commun accord, se partagent le travail et s'unissent contre le prolétariat en lutte:



"Nous n'avons pas d'autres choix que de poursuivre le combat par des moyens pacifiques" (Kim Young Sam).

"Le grand problème qui se pose à nous est celui de savoir si nous pourrons maîtriser les éléments radicaux" (Kim Dae Jung).

Nous serons "encore plus sévères envers les activités illégales et violentes... afin de sauvegarder notre système, de protéger nos vies et d'assurer le bon déroulement des réformes démocratiques" (Chun Doo Whan).

Déclaration d'Americo Ghioldi (un des social démocrates les plus éminent dans les premières décénnies de ce siècle) pour expliquer ce qui a toujours distingué les socialistes des "anarchistes" (en réalité de toute action subversive du prolétariat):

"Dans l'action de tous les jours, l'anarchisme répudiait l'organisation interne des syndicats, il luttait contre la politique et contre les lois et partout poussait à la grève révolutionnaire contre l'Etat. Le socialisme par contre se définit par sa conception propre syndicale, étatique, légale et politique"

Américo Ghioldi in Jacinto Oddone "Gremialismo proletario argentino". (Nous constatons que Ghioldi a oublié seulement le caractère national contre l'internationalisme, pour mieux délimiter le socialisme démocrate de tous les ennemis de l'ordre).

Déclaration de Harry Truman après les explosions des bombes atomiques contre Hiroshima et Nagasaki (que lui même avait personnellement décidé) qui produisirent le gigantesque massacre de population civile et qui signa la victoire des USA et des alliés:

"Notre victoire a été plus qu'une victoire armée. C'est la victoire d'un mode de vie contre un autre. C'est la victoire d'un idéal fondé sur les droits de l'homme, sur la dignité de l'être humain et sur le concept d'Etat en tant que serviteur et non en tant que maître d'une peuple."

Mémoire ouvrière

INTRODUCTION

Contre tous ceux qui hurlent avec les loups dans toutes les campagnes anti-terroristes organisées par l'Etat capitaliste mondial, et qui voudraient que nous en fassions autant, notre position est celle des communistes de toujours: AUCUNE SOLIDARITE OU FRONT AVEC LA BOURGEOISIE, SUR AUCUNE QUESTION!

Toutes ces campagnes écoeurantes sont organisées pour que nous défendions l'exploitation à laquelle nous sommes soumis, entre autres par notre adhésion aux idéologies justifiant le renforcement de l'Etat. Et si la bourgeoisie verse quelques larmes de crocodile sur les morts engendrés par quelques attentats ce n'est que pour mieux nous faire tomber dans le piège du soutien à ses campagnes anti-terroristes par lesquelles ils entendent bien garder le monopole de la terreur quotidienne (exploitation, massacres,... de prolétaires); par ces campagnes, la bourgeoisie veut aussi nous faire adhérer à la répression des luttes qui surgissent et surgiront, et ce, au nom de la sécurité du citoyen, de la paix,...

Refusons le terrain que la bourgeoisie veut nous imposer, car "à qui profite le crime" de ces campagnes anti-terroristes: A L'ORDRE CAPITALISTE !

(1) Voir à ce sujet, notre article dans cette même revue: "Une fois de plus... le CCI du côté des flics, contre les révolutionnaire!"

Ceux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre ces campagnes sont ceux qui applaudissent et applaudiront à la répression de nos luttes, sous les mêmes prétextes d'anti-terrorisme, de lutte contre "la" violence et pour la sécurité,...

Nous republions, ici, une mémoire ouvrière qui prend, de notre point de vue de classe, une position globalement juste sur les campagnes que la bourgeoisie a organisées et organise aujourd'hui sur la question du terrorisme. N'en déplaise à tous les opportunistes d'hier et d'aujourd'hui !! (1).

Il s'agit d'un texte que nous avons sorti du n°3 de Bilan, revue de la Gauche Communiste, texte qui fut republié à l'occasion de la campagne internationale des démocrates de tous bords, pour demander la "tête" de Van der Lubbe, ce prolétaire qui mit le feu au Reichstag peu avant la boucherie mondiale de 40-45. A cette époque déjà, par cette "mémoire ouvrière", Bilan entendait réaffirmer la position des communistes dans l'histoire, face aux campagnes que la bourgeoisie lance de façon permanente contre tout ce qui remet son ordre en question. Pour ce faire ils republièrent une résolution du PCI en 1921 et qui déjà, affirmait clairement la position communiste face à l'utilisation que la contre-révolution fait des attaques dont elle est l'objet. Mais laissons Bilan présenter lui-même le contexte dans lequel s'opéra cette republication:

POUR LES FUNERAILLES DES VICTIMES DU "DIANA"

Le procès du Reichstag s'est déroulé dans une atmosphère de désaveu total des actions terroristes. Méprisant les enseignements de Marx et de Lénine à propos des actions terroristes de la "Volonté du Peuple" en Russie, toutes les organisations, y compris le centrisme, se sont empressées de se désolidariser de l'acte de Van der Lubbe, jusqu'à demander, au fascisme, la tête d'un prolétaire voulant, par son action désespérée, ranimer l'esprit de lutte du prolétariat allemand. Nous estimons opportun de publier aujourd'hui une résolution adoptée par le P.C.I. ayant à l'époque une direction de gauche à sa tête, à propos d'un attentat terroriste commis par des éléments anarchistes, jetant une bombe dans un théâtre de Milan, blessant et tuant des spectateurs. Cela se passait en 1921, sept mois après l'occupation des usines. Les fascistes étaient parvenus à cette époque, avec l'aide de l'appareil étatique, à conquérir les provinces agricoles et se préparaient à passer à l'attaque des villes rouges, bastions du prolétariat révolutionnaire. Immédiatement ils essayèrent d'exploiter cet acte désepéré, pour traîner à leur suite, les couches incertaines de la petite bourgeoisie et pour accentuer leur réaction anti-prolétarienne.

Le parti communiste qui s'était à peine fondé deux mois auparavant, n'hésita pas, malgré le vacarme fasciste, la panique de la social-démocratie, à prendre résolument des positions de classe, tout en s'efforçant d'expliquer les circonstances politiques qui déterminent les attentats terroristes. Les chefs de la social-démocratie, tels Turati et consorts préconisaient la non violence et exhortaient les classes à mener une lutte "civilisée" c-à-d à rejeter solenellement tout emploi de la violence, pour résoudre les antagonismes sociaux politiques, pour finalement conclure un pacte de pacification avec l'ennemi de classe, le fascisme, suivant les règles en vigueur dans la conclusion des traités diplomatiques. Le parti communiste, par contre, préconisa une attitude de résistance à toute velléité fasciste d'exploiter ce fait contre la classe ouvrière, et alerta ainsi les prolétaires pour préparer une offensive ultérieure. Cette position est en opposition flagrante avec l'attitude du centrisme en Allemagne, s'efforçant lamentablement de démontrer sa non participation à l'incendie du Reichstag au nom de l'innocence politique de ses militants et du fossé profond qui séparait son activité des actions terroristes. Le P.C.A. permit ainsi au fascisme d'exploiter ce fait, en passant immédiatement à la répression féroce du mouvement ouvrier, lequel, à cause aussi de la position politique du parti, recula et fut écrasé impitoyablement.

TRAVAILLEURS DE MILAN !

Les événements survenus ces derniers jours donnent, aux partis de la classe bourgeoise, l'occasion d'effectuer une spéculation manifeste et nous devons nous préparer à y riposter.

Des minorités audacieuses, organisées pour l'action contre-révolutionnaire et appelées à s'opposer à l'avance de la classe ouvrière vers les objectifs de la lutte fixés par le programme communiste, cherchent à exploiter un sentimentalisme facile pour drainer derrière elles les couches intermédiaires et tous les éléments incertains et sans parti, afin de susciter, dans la soi-disant opinion publique de notre ville, un état d'âme hostile au prolétariat révolutionnaire.

Cette manoeuvre qui, ailleurs, a réussi en partie à cause des insuffisances et des inepties de certains dirigeants de masses, ne peut et ne doit pas réussir à Milan (1). Nous, communistes, certains de la conscience des masses ouvrières de Milan, sentons le besoin de mettre en évidence le jeu de nos adversaires et de marquer les erreurs dans lesquelles l'on pourrait tomber, si l'on agissait dans la circonstance de la façon erro née que déjà les dirigeants socialistes semblent vouloir adopter. On veut répéter ce que l'on fit à Bologne après le meurtre du conseiller communal bourgeois par des inconnus. Les dirigeants du mouvement ouvrier de la ville, ressentirent le besoin de désavouer un acte dont ils étaient accusés, uniquement pour permettre une spéculation politique sur un cadavre.

Ils eurent fait tomber cette spéculation en mettant en évidence la distance qui existait entre leurs méthodes politiques et celles de ceux qui commirent l'attentat. Mais ils ne réussirent qu'à semer le défaitisme parmi les travailleurs et à favoriser la manoeuvre des adversaires. Ceux-ci profitant de la désorientation et de l'absence de positions responsables des dirigeants des organisations ouvrières, prirent courage pour déclencher une offensive et trouvant les ouvriers désorganisés, ayant perdu confiance en leurs organisations, obtinrent une facile victoire, qui gifla la fierté de la classe ouvrière et brisa ses conquêtes.

Sur les victimes du "Diana", on veut répéter la spéculation cynique et vile, afin de briser la cohésion de la masse ouvrière. La bourgeoisie ne s'émeut certainement pas pour les morts et les blessés du "Diana", elle ferme ses magasins à cause de l'imposition fasciste, mais elle continue, les volets baissés, la chasse au profit qui représente toute sa moralité de classe. Mais entretemps la spéculation se complète. Mais entretemps certains de vos dirigeants lancent des phrases que l'adversaire attend pour les exploiter, comme des conséquences de son action punitive, qui brise et qui repousse l'idéalité révolutionnaire.

Prolétaires communistes,

Bien différente doit être notre, votre réponse.

Le bruit fait à dessein par nos adversaires ne nous oblige pas à exprimer notre jugement sur des actes que ces derniers choisissent pour faire réussir leurs manoeuvres. Notre programme est connu, nous ne cherchons pas à le modifier ou à l'excuser pour fournir des explications à l'insolence de la presse anti-prolétarienne et de la propagande contre-révolutionnaire.

Le déclenchement d'une lutte, qui a pour conséquence de tragiques épisodes ne doit pas être jugé par nous, en donnant ou en refusant une sanction. Nos responsabilités dérivent clairement de notre déclaration programmatique. Au reste nous croyons devoir reconfirmer la grande vérité historique proclamée par le communisme, qu'il n'y a pas d'autre issue à la situation que la victoire révolutionnaire des travailleurs, dans un nouvel ordre vraiment civilisé, ou l'engloutissement

de toute la vie sociale dans la plus noire des barbaries.

La bourgeoisie plutôt que de disparaître de l'histoire, veut la ruine totale de la société humaine. Les bandes blanches, qui se constituent, pour briser l'avance émancipatrice des travailleurs, travaillent pour cette seconde solution sinistre. Nous espérons et nous croyons que ces bandes seront écrasées par la force, par la force consciente du prolétariat. Mais même, au cas ou cela ne serait pas, jamais elles ne pourront sauver de la chute finale, l'ordre pourri de la société bourgeoise. Le prolétariat de Milan ne doit donc pas aujourd'hui se laisser impressionner par une habile mise en scène et une commisération de leur mouvement de classe.

L'adversaire ne doit pas avoir la satisfaction de voir le prolétariat milanais s'associer à sa manifestation hypocrite, qui représenterait la première étape dans la voie de la violence qu'il se propose d'emprunter.

Qu'on fasse donc les funérailles des victimes. Nous serons absents d'une manifestation à laquelle on veut, bien à propos, donner un caractère anti-prolétarien et avec laquelle on veut, encore une fois, réaliser une solidarité de classe qui cache le guet-apens et l'envie éffrénée de domination de la classe privilégiée. Mais si la manifestation faisait un seul pas dans la voie de l'agression au prolétariat et à ses institutions de classe, de l'outrage de notre, votre idéalité révolutionnaire, alors, travailleurs de Milan, nous répondrons avec toute notre et votre énergie. La manoeuvre des contre-révolutionnaires ne doit pas réussir. Le prolétariat de Milan, qui n'oublie pas son passé, se trouvera à son poste pour se défendre, pour défendre l'honneur de sa bannière rouge, le sort de l'offensive de demain au travers de laquelle il prendra place parmi les compagnons de lutte d'Italie et du monde entier, pour la victoire de la révolution mondiale.

("Il Communista", 30 Mars 1921.)

---

(1) Dans la ville de Bologne, le jour de l'entrée en fonction de la municipalité socialiste, élue grâce à une forte majcrité, se produisirent de graves accidents. Plusieurs coups de revolver furent tirés contre des représentants de la minorité bourgeoise du conseil municipal et un de ceux-ci fut tué. Les fascistes s'empressèrent d'exploiter ce fait et les dirigeants socialistes, pris de panique, ne surent que se désolidariser publiquement, permettant ainsi la réussite de la manoeuvre bourgeoise et la dégringolade du mouvement ouvrier à Bologne, qui fut la première grande défaite du prolétariat italien. (N.D.L.R.)

AUX LECTEURS

Camarade,

Une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste, sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution matérielle, théorique, critique nous est une aide dans la construction d'un réel outil de lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux. Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie du patrimoine, de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et, par là, toute classe, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les...

Si nos positions t'intéressent, si tu veux en discuter, travailler avec nous, prends contact avec le GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE en écrivant à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 54 - 1060 Bruxelles 31 -Belgique

▽ ▽
▽

Si vous voulez prendre connaissance de nos approfondissements programmatiques, nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues:

LE COMMUNISTE - organe central en français du GCI
(paraît trois fois l'an)

COMUNISMO - organe central en espagnol du GCI
(paraît trois fois l'an)

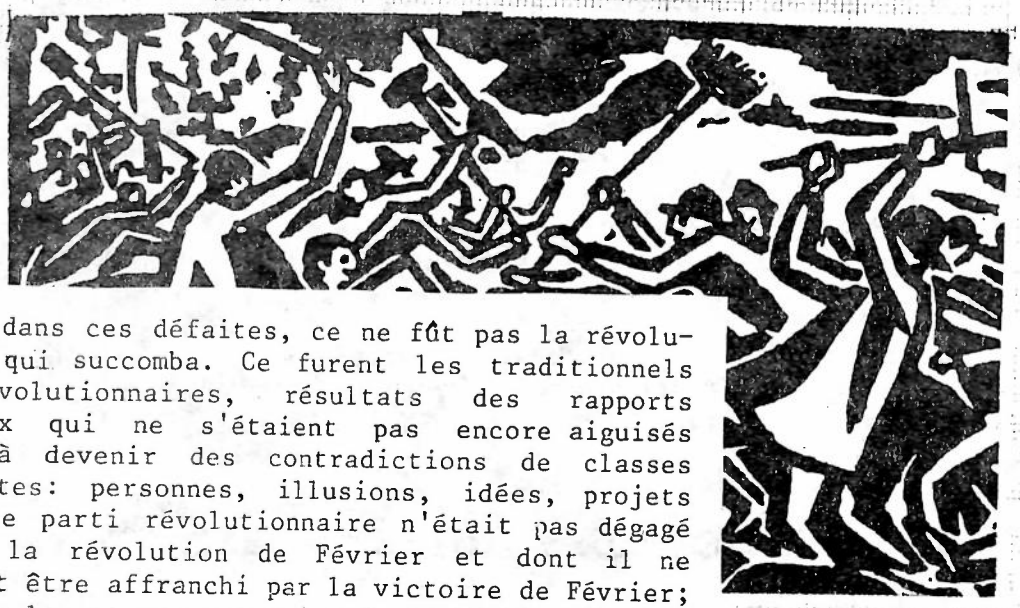
500 FB, 70 FF, 1250 Ptas, 12500 Las ou 12,5 dollars pour dix exemplaires de l'une ou l'autre, le double pour les deux. Les souscriptions sont à verser au CCP 000-1292807-88 de B. Vandomme avec mention de la raison du versement.

LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI

- ACTION COMMUNISTE - publication du GCI en Belgique
- PARTI DE CLASSE - publication du GCI en France
- EL BOLETIN - supplément à Comunismo pour l'Espagne

- COMUNISMO - organe central en portugais du GCI
- COMMUNISM - organe central en anglais du GCI
- "COMMUNISME" - organe central en arabe du GCI

LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI LISEZ AUSSI



"Mais dans ces défaites, ce ne fût pas la révolution qui succomba. Ce furent les traditionnels pré-révolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés jusqu'à devenir des contradictions de classes violentes: personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de Février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de Février; mais seulement par une suite de défaites.
En un mot: ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire".

Marx: "Les luttes de classes en France".

"Peu importe ce que tel ou tel prolétaire ou même ce que le prolétariat tout entier s'imagine être son but, momentanément. Ce qui importe, c'est ce qu'il est réellement et c'est ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à son être. Son but et son action historique lui sont tracés visiblement et irrévocablement, dans les circonstances mêmes de sa vie comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle"

MARX: La Sainte Famille -1845-

fnac PRIX 43

Edit. resp. : Vandomme B.
Kertsrozenstraat 36
1170 Bruxelles